

# Le sérieux

– Rapport d'activités 2020 –



*Bamako, Mai 2021*



*Moussa Coulibaly, Responsable DAF*



*François Koné, Responsable DEF*



*Boubacar Bougoudogo, Responsable DER*



*Wélé Fatoumata Sow, Responsable DIC*



*Wélé Badiégué Diallo, comptable*



*Djénéba Diarra, assistante de recherche*



*Ousmane Z Traoré, chercheur associé*



*Lansine Sountoura, chercheur associé*



*Pr. Massa Coulibaly, Directeur exécutif*

---

## Table des matières

---

Avant-propos .....	3
Résumé exécutif .....	5
Introduction .....	7
1. Études et recherche.....	8
1.1. COVID 19 .....	8
1.2. Population et conditions de vie .....	12
1.3. VBG et autonomisation des femmes.....	16
1.4. Démocratie et gouvernance.....	23
1.5. Pauvreté et inégalités .....	26
1.5.1. Pauvreté et privation.....	26
1.5.2. Déterminants de l'inégalité .....	28
1.5.3. Distribution de revenu, éducation et marché du travail.....	29
1.5.4. Genre et inégalités.....	30
1.5.5. D'autres dimensions d'inégalité .....	32
1.6. Offres diverses d'études et de recherche.....	33
2. Enquêtes .....	40
3. Formation et renforcement des capacités.....	44
3.1. Ateliers de formation .....	44
3.2. Renforcement de capacités.....	45
4. Communication et information.....	48
4.1. Dissémination.....	48
4.2. Café .....	49
4.3. Les journées du savoir "Inégalités, polarisation et exclusion sociales" .....	49
1. On vit dans un monde et à une époque où .....	51
2. Est-ce que c'est vrai .....	51
3. Si c'est vrai comment a-t-on mesuré ces amplitudes .....	51
4. Si c'est vrai et mesuré, c'est dû à quoi.....	51
5. Mais est-ce que c'est grave .....	52
6. Si c'est grave, que faire .....	52
7. Quoi conclure .....	52
5. Publications .....	55
5.1. Les Great_Cahiers.....	55
5.2. Le Great_Savoir .....	56
5.3. Base de connaissances .....	58
6. Partenariat.....	60
6.1. Institutions de recherche .....	60
6.2. Administration publique .....	60
6.3. Société civile .....	60
6.4. Partenaires techniques et financiers .....	61
7. Fonctionnement institutionnel.....	62
7.1. Programmation et responsabilisation des activités .....	62
7.2. Réunions statutaires .....	63
7.3. Ateliers résidentiels.....	64
8. Suivi budgétaire.....	65
8.1. Système de gestion.....	65
8.2. Structure des dépenses .....	66
8.3. Source de financement.....	66
9. Programme d'activités 2021.....	68
Conclusions .....	72

## Avant-propos

# Si j'étais sérieux, je ne me serais pas pris au sérieux



Le premier article de la loi n° 2015-052/ du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives, stipule qu'"à l'occasion des nominations dans les institutions de la République ou dans les différentes catégories de services publics au Mali, par décret, arrêté ou décision, la proportion de personnes de l'un ou de l'autre sexe ne doit pas être inférieure à 30%". Ensuite, la loi n° 2018-007/ du 16 janvier 2018 portant statut du personnel enseignant

de l'enseignement secondaire, de l'enseignement fondamental et de l'éducation préscolaire et spéciale, dispose quant à elle, dans son article 39, que "toute majoration des rémunérations des fonctionnaires relevant du statut général s'applique de plein droit au personnel enseignant de l'enseignement secondaire, de l'enseignement fondamental et de l'éducation préscolaire et spéciale". Dans les deux cas, on peut croire qu'il n'y a pas de problème à l'application de ces dispositions or leur non application a entraîné des mouvements sociaux importants amenant des dirigeants à jurer que lesdites lois, à tout le moins la deuxième, ne seront pas respectées, on se croirait dans un régime d'exception. On peut également se demander pourquoi le pays adopte des règles qu'il sait sans doute à l'avance qu'il ne peut honorer, le fait-il pour le plaisir ou sous la contrainte mais alors de qui.

Depuis plusieurs semaines voire plusieurs mois, le pays est confronté à d'innombrables coupures de courant et d'eau et cela se répète tous les ans à la même période ou presque. On serait face à une fatalité, d'autant plus que personne ne paie aucun prix à un tel dysfonctionnement à moins que le dysfonctionnement soit notre naturel ce que nous méritons tout comme nous mériterions le sous-développement et la pauvreté. Nous sommes d'autant plus laissés à notre sort que les plus nantis de la société trouveront des palliatifs à ces dysfonctionnements sans plus faire pression sur le service public laissé lui aussi à lui-même. Cet état de fait empêcherait que des dirigeants d'entreprises se relaient une fois les incompétences des premiers mises à nu, tout le monde serait plutôt jugé incompétent avant même que personne ne soit mise à l'épreuve, alors à quoi bon changer de dirigeants.

A l'analyse, ces deux catégories de faits ont en commun notre relatif manque de sérieux ou de rigueur, c'est selon. Ce qui peut à son tour expliquer notre environnement quotidien fait de corruption, de népotisme, de clientélisme, de gaspillage de ressources publiques et finalement d'injustice et d'impunité. Installé dans un tel contexte, l'on perd confiance en tout et plus rien ne paraît légitime même qu'il serait légal, plus personne n'est crédible, encore moins sa parole. A force de vivre dans du désespoir de responsabilité collective, bien de maux s'installent comme l'agitation stérile, le crime et le conflit violent. Le haut de la société ne se donne pas de responsabilité vis-à-vis du bas qui lui-même se croit innocent puisqu'il ne fait rien, fermant les yeux et tournant le dos à tout. Résultat, la société s'écroule et personne n'y prend garde. Dans cette mauvaise posture, comment se sentir à l'aise et vivre pleinement son époque avec honneur et respect. Bien de dirigeants, pas seulement les plus hauts d'entre eux, ne tireraient leur grandeur que de la seule fréquentation des grands du monde, ce qui est encore possible du seul fait du nom des postes et des rôles. Aussi bien la réalité objective que sa subjectivité dans nos esprits collectifs

perpétuent le sous-développement, la mal-gouvernance. Or, les facteurs de décollage sont nombreux et à portée de main, pourvu que nous soyons sérieux, juste avec nous-mêmes, c'est-à-dire vouloir nous hisser à la hauteur des autres, travailler pour nous-mêmes et pour les générations futures, avoir de la vision et travailler méthodiquement et avec rigueur sans que personne ne vive au crochet de personne en ayant un train de vie bien au-dessus des moyens collectifs au détriment de la masse.

On nous dira que le pays a, à tous les niveaux et dans tous les domaines, de bons plans et de bonnes politiques, mais que rien n'est mis en œuvre. Si tel est le cas, c'est dire que de mauvaises personnes peuvent faire échec à n'importe quelle stratégie de développement fut-elle la mieux élaborée du monde alors qu'à contrario de bonnes gens peuvent faire réussir de piètres plans et faire émerger une économie parce que sérieuses et déterminées à aller de l'avant sans tricher et sans se distancer des populations. Malheureusement, les mauvaises graines sont plus courantes que les bonnes parce que pour être bon, il faut posséder en même temps plusieurs traits de personnalité et d'habileté ce que trop peu d'individus possèdent. Du coup, la gestion de la chose publique est rarement confiée à la bonne personne. Surtout, si vous y ajoutez le fait apparemment naturel de se fier à la confiance au détriment de la compétence, au charisme sur l'humilité, la préférence candide pour des responsables drôles et charmants, amusants et charismatiques plutôt que travailleurs mais peut être austères et taciturnes. Hier, le choix des dirigeants ou des responsables à quel que niveau que ce soit était trop important pour le laisser à tout le monde, aujourd'hui des élections sont organisées au-dessus des moyens de l'Etat avec des choix techniques en déphasage total avec nos moyens et notre génie.

Si après tout cela, l'on prétend que tout va bien, c'est du mensonge, au mieux du déni de réalité. Le mensonge est le propre des gens qui ne savent pas travaillent et qui mordent à l'appât facile, obéissant à des peurs irrationnelles. Cela peut virer à la manipulation, quand on sait qu'en politique, l'on prend de l'ascendance sur les populations en émaillant ses discours de plaisanteries et attendre qu'on ne lui reproche rien puisqu'il nous fait sourire, lui, pourtant le paranoïaque malfaisant. Il y a malheureusement là trahison de l'éthique, se dérober à trouver des solutions aux maux de la société puisqu'on prétend que tout va bien, se donner le droit de décevoir bien d'attentes légitimes, tant au plan économique, social, de la démocratie qu'en matière de planification et de stratégie. Il ne devait pas être permis, ni moralement ni sérieusement tout simplement, de se dérober à l'obligation de rendre des comptes ni d'empêcher les citoyens de demander des comptes et d'exiger des sanctions à l'encontre des responsables incompetents. Que peut-on espérer d'un dirigeant qui ne s'investit pas pour le développement du pays encore moins qui ne se soucie guère du bien-être des populations.

Il nous faut un sursaut pour mettre fin à nos souffrances de tous les instants, nous hisser à la hauteur de notre époque et de notre ère, celle du progrès jusqu'à l'intelligence artificielle, celle de la démocratie et des droits humains, celle de la science à portée de tous, de la santé et de l'éducation pour tous. Il nous faut agir, à tous les niveaux, dans l'intérêt du pays et de son peuple, mériter de la nation, rendre la monnaie à nos rémunérateurs, ne pas faire une option ni de la vérité ni de la sincérité, mettre en adéquation nos ambitions et nos pratiques de tous les jours avec nos moyens. Que chacun d'entre nous, cherche à inspirer le respect en travaillant passionnément avec engagement total. N'est-il pas temps que nos trop nombreux dysfonctionnement soient pris comme tels et traités comme tels et non plus comme l'état normal de notre société, et non plus ce que mériterait le citoyen moyen tandis que l'élite politico-administrative vit aux normes de la société moderne occidentale dans son élite la plus achevée et même pas de sa classe moyenne. Il nous faut, de ce pas, cesser de nous amuser en nous prenant au sérieux pour plutôt travailler sérieusement quitte à ne pas se prendre au sérieux. On ne peut aller de l'avant sans responsabilité partagée et travail sérieux.

## Résumé exécutif

Le Rapport annuel décrit les activités et la situation financière en 2020 du Groupe de recherche en économie appliquée et théorique. L'année 2020 a été marquée, au compte de GREAT, par deux événements majeurs, à savoir l'épidémie de COVID 19 et les Jds. Partie de la petite ville de Wuhan (Chine), l'épidémie COVID 19 va avoir directement et indirectement, à des degrés divers un impact sur l'activité économique. Au Mali, l'impact touchera presque toutes les entreprises à cause des retards de livraison des pièces de rechange, des matières premières et autres produits semi-finis voire des emballages. Les conséquences économiques toucheront également les finances publiques, l'aide au développement, le bien-être des ménages ainsi que le marché du travail. Il importe que des estimations chiffrées puissent alimenter le débat public-privé de sortie de crise de la pandémie qui malheureusement vient s'ajouter à celle de l'insécurité qui avait déjà mis à dure preuve, l'économie, le budget et le secteur privé.

Les Journées du savoir, deuxième événement majeur de l'année 2020, se sont tenues du 18 au 20 février 2020 dans l'amphithéâtre du CRES avec pour thème central "**Inégalités, polarisation et exclusion sociales**" développé à travers dix-huit (18) communications et la conférence sur "Capital et idéologie" animée par le Professeur Thomas PIKETTY de Paris School of Economics. Les travaux ont permis de recommander :

- ✓ la mise à disposition, des chercheurs, des données statistiques pour leur permettre de quantifier et de mieux décrire les inégalités dans leurs multiples dimensions
- ✓ l'investissement dans la production de données et la formation continue des chercheurs
- ✓ la mise en œuvre de bonnes politiques et des moyens de réduction des inégalités.

Tout comme en 2019, GREAT a mené dans les domaines des études et recherche, des enquêtes, des formations et renforcements de capacités, des disséminations de résultats, des publications, de l'initiation et l'animation de partenariats, du fonctionnement institutionnel et du suivi budgétaire.

Les études et recherche ont privilégié un certain nombre de thématiques à savoir (i) le Covid 19, (ii) Population et conditions de vie, (iii) VBG et autonomisation des femmes, (iv) démocratie et gouvernance, (v) pauvreté et inégalités. Pouvions-nous imaginer qu'un petit virus aurait pu bouleverser l'état du monde et empêcher le fonctionnement normal des services ? Aussi, GREAT a initié une étude pour mesurer l'impact du Covid 19 sur l'économie malienne en partenariat avec la CT/CSLP et l'ODHD.

La thématique Population et conditions s'est intéressée au chômage et sous-utilisation de la main d'œuvre, du WASH et de l'identité nationale et de groupe à partir des données du round 8 d'Afrobarometer. Les VBG et l'autonomisation des femmes ont concerné les inégalités de genre, les violences basées sur le genre et autres pratiques néfastes au Mali, l'égalité de chance et les violences basées sur le genre et l'autonomisation des femmes à travers le programme FARM. Deux études ont été conduites sous le thème de la démocratie et de la gouvernance, à savoir la confiance aux institutions et l'incidence de la pauvreté, toutes issues du traitement des données du round 8 d'Afrobarometer. Enfin, la thématique sur la pauvreté et les inégalités ont concerné au total 18 études, études présentées au cours des Jds 2020. Ces différentes communications présentées par des chercheurs venus de l'Europe, de l'Afrique et de l'Amérique ont été scindées en pauvreté et privation (5 communications), déterminants de l'inégalité (3 communications), distribution du revenu, éducation et marché du travail (3

communications), genre et inégalités (4 communications) et enfin autres dimensions de l'inégalité (3 communications).

La direction exécutive de Great a mené au total une dizaine d'enquêtes (soit plus exactement 9 enquêtes) aussi bien quantitatives que qualitatives seule ou en collaboration avec divers partenaires dont celles sur les VBG et les pratiques néfastes au compte de l'Observatoire national du dividende démographique (ONDD), les enquêtes Afrobarometer sur les perceptions des maliens sur la démocratie, la gouvernance, les finances publiques, etc., les enquêtes INCLUDE sur l'impact de la covid 19, FARM (Autonomisation des femmes), SWEDD (empowerment et dividende démographique), MSI (prise en compte du WASH dans les plans communaux), GRAAD (impact de l'intégration économique sur l'employabilité des femmes), Citizen voice (les arts comme co-construction du savoir) et WEF (compétitivité des entreprises).

Great a animé un atelier de formation en SPSS au profit de l'ONG AMEDD et de l'Hôpital Femmes et Enfants de Koutiala. En matière de renforcement de capacités, le personnel de GREAT a suivi diverses formations dans des domaines aussi variés que le leadership, le plaidoyer, l'éthique de la recherche, en analyse de la pauvreté et des inégalités et en modélisation (MME, MEGC).

Des activités de communication, on peut retenir 2 ateliers de dissémination des résultats des enquêtes Afrobarometer, 2 sessions de séminaire et conférences, 1 session de Café Great, ainsi que la publication de 9 Great\_Cahiers et de 12 Great\_Savoir.

De la programmation des activités 2021, il ressort qu'une trentaine d'études et recherche et une dizaine d'enquêtes sont prévues. De même, une dizaine d'activités de formation et de renforcement des capacités sont programmées.

## Introduction

GREAT est une organisation non gouvernementale soucieuse de répondre aux besoins de sa clientèle toujours grandissante et exigeante et se démarque par la qualité de sa recherche et le respect des délais contractuels vis-à-vis de ses partenaires. C'est donc avec fierté que GREAT présente, comme l'année dernière, ce Rapport d'activités qui rend compte du travail accompli en 2020 et qui illustre le dynamisme des membres de son équipe.

L'année 2020 aura été une année de relèvement de deux défis majeurs pour l'organisation, à savoir la réussite des troisièmes éditions des Journées du savoir rentrant dans le cadre de la célébration du 10<sup>ème</sup> anniversaire de GREAT et l'adaptation au contexte mondial du Covid 19. Le premier défi a été relevé avec maestria par la présence d'une dizaine de chercheurs venus de l'extérieur du pays (USA, Europe, Canada, Afrique) échanger avec les chercheurs nationaux sur "Inégalités, polarisation et exclusion sociales". Il faut noter que l'évènement a été réhaussé par la présence du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique du Mali et de Thomas Piketty, économiste français, professeur d'université, écrivain, etc. Quant au second défi, GREAT s'est simplement adapté au contexte par le respect des mesures barrières et les décisions prises au niveau politique.

L'année 2020, au-delà de l'organisation des Jds, a été très intense par la poursuite des activités d'études et de recherche, de formation et de publication. Comme prévu dans son programme d'activités 2020, GREAT a réalisé une dizaine d'études et de recherche contre une vingtaine (18) en 2019, baisse des activités d'études due certainement à la maladie à Covid 19 puisque des partenariats bien ficelés ont été annulés au dernier moment e.g. l'Université d'été du réseau Afrobarometer.

Des études et recherche ont été réalisées conformément aux champs d'activités de GREAT, à savoir, Population et conditions de vie, les VBG et autonomisation des femmes, la démocratie et la gouvernance, la pauvreté et les inégalités et enfin la Covid 19 dont on a cherché à mesurer l'impact sur l'économie et le secteur privé au Mali.

En matière de formation, le personnel de GREAT a pu bénéficier des sessions de formation dans les domaines aussi que le leadership, le plaidoyer, l'éthique de la recherche humaine, l'analyse de la pauvreté et des inégalités et la modélisation (MEGC et MME). A l'opposé, GREAT a offert très peu de formations en destination de ses partenaires cette année, certainement à cause du Covid 19. Ainsi, GREAT a pu former des cadres de l'ONG AMEDD et de l'hôpital femmes et enfants de Koutiala à SPSS, un logiciel de traitement statistique utilisé fortement dans les recherches sociales.

En plus des ateliers de dissémination des résultats de recherche, GREAT communique également avec les utilisateurs des résultats de recherche à travers son site web ([www.greatmali.net](http://www.greatmali.net)). GREAT assure sa publication par les Great\_Cahiers, Great\_Savoir.

Le présent rapport annuel est réparti en 9 parties, à savoir les études et recherche, les enquêtes, la formation et les renforcements de capacités, la dissémination, les publications, les partenariats, le fonctionnement institutionnel, le suivi budgétaire et la programmation 2020.

# 1. Études et recherche

## 1.1. COVID 19

- ☞ Les TDR de l'étude d'impact de l'épidémie de la Covid 19 sur l'économie et le secteur privé



Partie de la ville chinoise de Wuhan, l'épidémie s'est successivement propagée en Corée du Sud, en Italie et en Iran depuis la deuxième quinzaine de février 2020, pour atteindre, début mars, la France, l'Espagne, l'Allemagne et les Etats-Unis. Elle met à ce jour plus de 4 milliards d'individus en confinement total ou partiel selon les pays. Le virus à la base de cette pandémie<sup>1</sup>, le SARS-CoV-2, aurait un indice de contagiosité entre 1 et 4, en termes de nombre moyen de personnes qu'un malade peut infecter.

Dans tous les pays touchés, des mesures de restriction des mouvements des populations sont prises à l'intérieur des pays et entre les pays, beaucoup d'espaces publics fermés comme les écoles et universités, des marchés voire des entreprises.

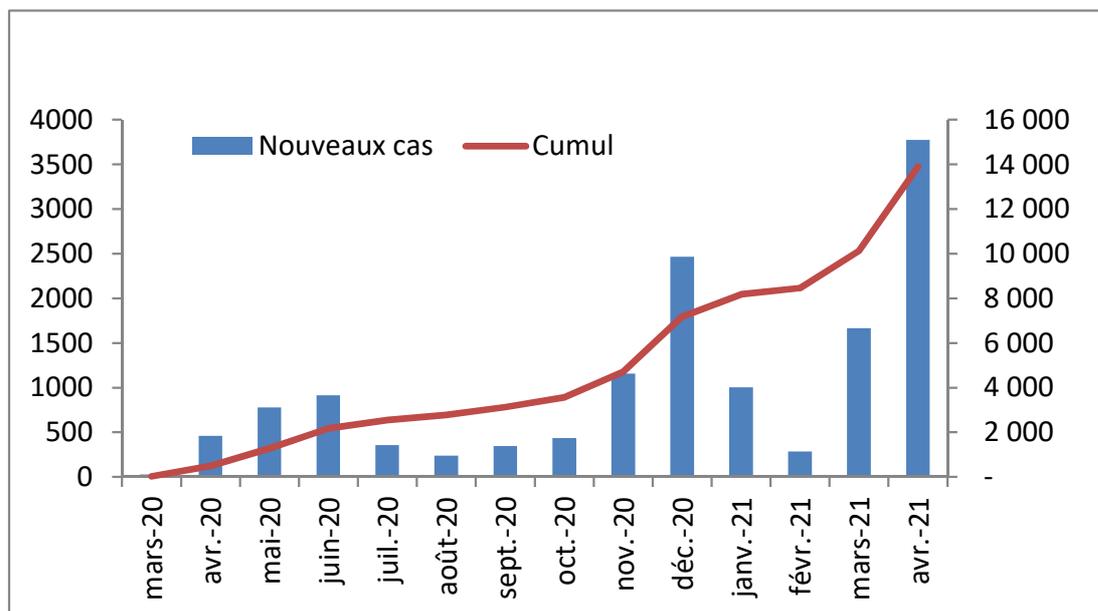
Directement et indirectement, l'épidémie va avoir, à des degrés divers un impact sur l'activité économique. Aussi, le FMI (Fonds monétaire international) revoyait déjà fin février ses prévisions de croissance pour 2020 à la baisse. Un certain nombre de secteurs d'activités, mais pas seulement, vont être très négativement impactés, comme le transport (surtout aérien et maritime), le tourisme, la distribution, la transformation, etc.

Au Mali, l'impact touchera presque toutes les entreprises à cause des retards de livraison des pièces de rechange, des matières premières et autres produits semi-finis voire des emballages. Les conséquences économiques toucheront également les finances publiques, l'aide au développement, le bien-être des ménages ainsi que le marché du travail. Il importe que des estimations chiffrées puissent être faites de ces impacts sur l'activité économique afin des mesures correctives appropriées puissent être suggérées aux pouvoirs publics et alimenter le débat public-privé de sortie de crise de la pandémie qui malheureusement vient s'ajouter à celle de l'insécurité qui avait déjà mis à dure preuve, l'économie, le budget et le secteur privé.

---

<sup>1</sup> Selon l'OMS (organisation mondiale de la santé), il y a pandémie "lorsqu'un nouveau virus apparaît et se propage dans le monde entier, en l'absence d'immunité dans la grande majorité de la population"

☞ **Stratégie de prévision et mesures de politique sociale face à la COVID-19 et vulnérabilité socioéconomique des ménages au Mali**



La pandémie de COVID-19 a fait plus de 375 500 morts dans plus de 180 pays à la date du 01 juin 2020. Elle a également conduit à l'arrêt total ou partiel des activités économiques à travers le monde. Pour prévenir et freiner la propagation du coronavirus (SARS-CoV-2), responsable de la maladie de COVID-19, les États ont pris diverses mesures. La nature et l'ampleur de ces mesures ont varié d'un pays à l'autre. Pour le cas spécifique du Mali, les mesures prises par les autorités politiques sont (i) la fermeture des frontières ; (ii) la fermeture des écoles, bars et restaurants ; (iii) la recommandation de fermeture des lieux de cultes ; (iv) les mesures de comportement-barrière ; (v) le couvre-feu nocturne et (vi) l'interdiction de rassemblement. Des études récentes confirment l'efficacité de certaines de ces mesures à atténuer les conséquences sanitaires de la maladie de COVID-19. Cependant, il demeure la question de savoir de quelle manière les conditions socioéconomiques des ménages ou individus vulnérables ont été prises en compte dans la formulation et la mise en œuvre de ces mesures face au COVID-19 ?

Problématique	Le gouvernement malien, à l'instar d'autres pays africains ou ailleurs dans le monde, a mis en place des mesures dont le but ultime est de prévenir et freiner la propagation du coronavirus et d'atténuer ses conséquences sanitaires. Une étude (Chu et al. 2020) récente soutient l'efficacité de certaines de ces mesures (distanciation sociale, port de masque et de visière) à contenir la maladie de COVID-19. Cependant, il demeure la question de savoir de quelle manière, les conditions socioéconomiques des ménages ou individus vulnérables ont été prises en compte dans la formulation et la mise en œuvre de ces mesures face au COVID-19. Les mesures de préventions prises par les autorités maliennes et celles mises en place dans d'autres pays d'Afrique ou ailleurs dans le monde ont eu de façon directe ou indirecte des conséquences sociales et économiques sur les ménages maliens
Pertinence politique	✓ L'objectif général de cette étude est de reconstituer, documenter et analyser de manière systématique la manière dont le gouvernement malien et autres parties prenantes prennent en compte la lutte contre les inégalités dans leurs stratégies de prévention et leurs mesures de politique sociale face à la pandémie de COVID-19 au Mali.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Textes règlementaires</li> <li>✓ Rapports d'autres pays sur l'impact de la COVID-19</li> </ul>

<p>Méthodologie</p>	<p>Dans le cadre de cette étude, notre approche méthodologique consistera à faire une revue systémique de différents types de documents physiques ou numériques obtenus sur les sites internet des institutions nationales ou internationales et à recueillir des opinions de plus de 400 personnes ressources<sup>2</sup> sur divers groupes thématiques en lien avec la pandémie de COVID-19 et ses impacts sur les conditions socioéconomiques des ménages ou individus.</p> <p>Notre approche d'analyse sera d'abord qualitative. Elle consistera à analyser et catégoriser les contenus textuels des différents types de documents obtenus en vue de déterminer de façon systématique la manière dont le gouvernement malien et autres parties prenantes prennent en compte la lutte contre les inégalités dans leurs réponses politiques face au COVID-19.</p> <p>Ces analyses seront ensuite approfondies par les analyses de contenus des entretiens individuels semi-dirigés réalisés auprès des personnes ressources. Les propos des personnes interviewées seront traités et analysés selon une approche qualitative combinée avec des analyses quantitatives. Ces dernières utiliseront des statistiques descriptives telles que les fréquences pour ressortir les faits plus ou moins marquants et opinions plus ou moins dominants.</p>
<p>Données utilisées</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Données d'enquête (quantitative et qualitative auprès de 71 institutions soit plus de 400 personnes ressource) sur la COVID-19</li> <li>✓ Statistique journalière sur les cas de contamination, de guérison et de décès</li> </ul>
<p>Principaux résultats</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Application strict des mesures retenues</li> <li>✓ Diminution progressive du nombre de cas de contamination et de décès par jour</li> <li>✓ La relance progressive des activités économiques</li> </ul>
<p><b>Recommandations</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Sensibiliser les populations sur la place du respect des mesures retenues dans la réduction des cas de contamination</li> <li>✓ Renforcer les mesures d'accompagnement aux ménages et individus vulnérables.</li> </ul>

<sup>2</sup> En nous inspirant des études similaires sur le COVID-19 réalisées dans d'autres pays Africains, le nombre de personnes devant être interrogées peut atteindre 500 personnes. Par exemple dans [l'étude de GeoPoll sur le coronavirus dans 12 pays africains](#), la taille de l'échantillon était de 400 personnes, pour une marge d'erreur d'environ 5 % à un intervalle de confiance de 95 %. Selon GeoPoll, leur échantillon était représentatif au niveau national par âge, sexe et lieu de résidence pour chacun des 12 pays africains de l'étude.

## ☞ L'impact de l'épidémie de la COVID-19 sur l'économie et le secteur privé au Mali



A la date du 8 avril 2020, le monde enregistrait 1.4 millions de cas confirmés de Covid-19 (Coronavirus Disease 2019) avec près de 80 mille décès, soit un taux de létalité de 5.6%. Les régions les plus touchées étaient l'Europe (49% des cas et 69% des décès), l'Amérique (32.5% respectivement 18.5%) et l'Asie (17% et 12%). Les 5 pays les plus touchés étaient les Etats-Unis, l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne et la Chine. Suivent la France, l'Iran, le Royaume-Uni, la Turquie et la Suisse. Le continent africain enregistrait à la même date environ 1% aussi bien des cas que des décès dans le monde avec un taux de létalité de 5%

contre 8% en Europe et 3.8% en Asie ou 3.2% en Amérique.

L'objectif de cette étude est double, mesurer aussi bien l'impact macroéconomique que l'impact microéconomique. Au niveau macroéconomique, il s'agira essentiellement de mesurer l'impact du Covid-19 sur le PIB et sa croissance, les différents secteurs d'activité y compris les secteurs financiers, le marché du travail, l'investissement, les prix, les finances publiques (recettes fiscales et dépenses publiques), le bien-être des ménages.

Au plan microéconomique, l'on mesurera plus spécifiquement, sur un échantillon d'entreprises des secteurs, formel et informel, les variations dans le chiffre d'affaires, le volume d'emploi, le salaire, les horaires de travail et les équipes de rotation, les stratégies pour faire face aux conséquences du Covid-19, l'impact des mesures prises par les pouvoirs publics, les perspectives d'avenir.

Problématique	Partie de la ville chinoise de Wuhan, l'épidémie s'est successivement propagée en Corée du Sud, en Italie et en Iran depuis la deuxième quinzaine de février 2020, pour atteindre, début mars, la France, l'Espagne, l'Allemagne et les Etats-Unis. Elle met à ce jour plus de 4 milliards d'individus en confinement total ou partiel selon les pays. Dans tous les pays touchés, en plus des mesures de confinement (total ou partiel), de restriction des mouvements des populations à l'intérieur des pays et entre les pays, beaucoup d'espaces publics ont vu leurs portes fermées (les écoles et universités, des marchés voire des entreprises). Ces restrictions de mouvement et de fermeture des espaces publics entraînent évidemment des impacts sur l'économie. Cette étude est initiée, pour évaluer l'impact de ces mesures autrement de la COVID-19 sur l'économie (macro, micro et sectorielle) et identifier les secteurs qui en pâtissent et ceux qui en profitent.
Pertinence politique	Dans le souci d'atténuer les impacts de la COVID-19, Il est nécessaire de mener des études non seulement pour identifier les secteurs qui en pâtissent de ceux qui en profitent et les canaux de transmission afin de mettre en place politique de sortie de crise.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Textes règlementaires</li> <li>✓ Rapports d'autres pays sur l'impact de la COVID-19</li> <li>✓ Modèle d'équilibre général calculable</li> </ul>
Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Evaluation de l'impact de la COVID à l'aide du modèle d'équilibre général calculable</li> <li>✓ Analyse statistique des données journaliers sur les cas de contamination, de guérison et de décès</li> <li>✓ Analyse statistique des données d'enquête (quantitative et qualitative) sur la COVID-19 auprès des entreprises au Mali.</li> </ul>
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ MCS actualisée du modèle SIMALI.</li> <li>✓ Données d'enquête (quantitative et qualitative) sur la COVID-19</li> <li>✓ Statistique journalière sur les cas de contamination, de guérison et de décès</li> </ul>

Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'impact sur le PIB est connu</li> <li>✓ Les secteurs porteurs d'avenir sont identifiés</li> <li>✓ Les canaux de transmission sont identifiés</li> <li>✓ L'inventaire des mesures prises par secteur et sous-secteur est fait</li> <li>✓ Les stratégies (recommandations) de gestion de COVID-19 sont élaborées.</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Sensibiliser les populations sur la place du respect des mesures retenues dans la réduction des cas de contamination</li> <li>✓ Investir dans les secteurs porteurs d'avenir</li> <li>✓ Renforcer les mesures d'accompagnement aux ménages et individus vulnérables.</li> </ul>

## 1.2. Population et conditions de vie

### 👉 Chômage et sous-utilisation de la main d'œuvre



De 1999 à nos jours, Afrobarometer procède périodiquement (chaque deux ans) à des collettes de données pour traquer les perceptions des maliens sur "La qualité de la démocratie et de la gouvernance au Mali". La dernière, effectuée en mars 2020, tout comme les autres rounds, a touché au total 1'200 individus, dont 50% de femmes, âgés de 18 ans et plus dans les

8 régions du Mali ainsi que dans le district de Bamako.

Dans le présent rapport, en plus des indicateurs de sous-utilisation proprement dite de la main-d'œuvre et leur évolution de 2014-2020, d'autres situations plus ou moins "anormales" ou d'inefficience du marché du travail et évidemment leur évolution sont également traitées avec une marge d'erreur de  $\pm 2\%$  et un degré confiance de 95%, notamment la population au travail mais pas en emploi. C'est aussi la population des 25-54 ans qui ne sont ni en emploi ni au chômage, soit des inactifs. C'est enfin la situation peu reluisante des jeunes 18-25 ans ni en emploi ni en formation/éducation.

Problématique	L'Organisation Internationale du Travail (2013) a défini des concepts clefs par rapport au marché du travail lors de sa 19ème Conférence Internationale des Statisticiens du Travail. Ce sont la population en âge de travailler, la main-d'œuvre, la population hors main-d'œuvre, la population en emploi, la population au chômage, et plusieurs autres indicateurs de sous-utilisation de la main-d'œuvre. Tous les indicateurs liés à ces concepts sont ici estimés sur les données d'enquêtes Afrobarometer de 2014-2020, enquêtes régulières et périodiques menées au Mali depuis 2001.
Pertinence politique	La connaissance du marché de travail, tel que définis par l'organisation internationale du travail, n'est pas suffisante pour les autorités en charge du travail dans la prise de décision s'agissant des politiques liées au chômage et à la sous-utilisation des mains d'œuvres. La connaissance de la situation réelle de la population en emploi au chômage par les résultats des enquêtes serait une boussole à cet effet.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Rapport, de l'enquête modulaire et permanente auprès des ménages (EMOP) de 2019 de l'Institut National de la Statistique.</li> <li>✓ Rapports du BIT (Organismes internationaux du travail)</li> </ul>
Méthodologie	Analyse statistiques des données primaires Afrobarometer collectées par entretiens individuels en face à face
Données utilisées	✓ Données de l'enquête Afrobarometer de mars 2020 au Mali
Principaux résultats	✓ La main-d'œuvre représente 73% de la population en âge de travailler (18 ans ou

	<p>plus) avec des proportions encore plus importantes dans les régions de Sikasso (83%) et Koulikoro (81%) et moins importantes dans celles de Gao-Kidal (61%) et Ségou (62%). Elle ne varie presque pas selon le milieu de résidence mais beaucoup plus selon le sexe, 88% des hommes contre seulement 59% des femmes, d'où la prédominance des femmes dans la population hors main-d'œuvre, du fait de leur confinement dans les activités domestiques non rémunérées.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La population en emploi représente 96% de la main-d'œuvre, et donc la population au chômage représente 4% de cette main-d'œuvre. Le taux d'emploi de la main d'œuvre n'est inférieur à 90% que dans les régions de Bamako et Gao-Kidal (87% chacune). Il est plus élevé en milieu rural qu'en milieu urbain, presque le même entre hommes et femmes, plus élevé chez les 36-60 ans que chez les plus jeunes et les plus âgés, et semble décroître avec le niveau d'éducation, ce qui sous-entend que le chômage croît avec le niveau d'éducation.</li> <li>✓ La main-d'œuvre potentielle représente 83% de la population hors main-d'œuvre, soit des personnes susceptibles d'occuper un emploi si l'opportunité leur était donnée. Elle reste assez faible dans les régions de Gao-Kidal (54%) et de Bamako (60%), par contre très importante dans celles de Ségou (95%) et Sikasso (94%) voire Koulikoro (91%).</li> <li>✓ Le taux de la sous-utilisation de la main-d'œuvre est ici évalué à 26% de la main d'œuvre élargie. Du fait que les femmes soient surreprésentées dans la main-d'œuvre potentielle, leur taux de chômage combiné à la main-d'œuvre potentielle est largement supérieur à celui des hommes, 39% contre 14%, près de trois fois supérieur.</li> <li>✓ Le taux de sous-utilisation globale de la main-d'œuvre nationale en 2020 est estimé à 34%, avec celui des femmes deux fois plus élevé que celui des hommes. Le niveau élevé de cet indicateur est impulsé par les jeunes de 18-35 ans (43%), les femmes (47%), et les personnes ayant achevé le niveau secondaire d'enseignement formel (46%).</li> <li>✓ La population ni en emploi ni au chômage au sens de l'inactivité représente 66% de l'ensemble de la population des 18 ans et plus, 60% des hommes et 71% des femmes, à parité entre les milieux urbain et rural. Aussi, les individus de 18-35 ans qui font partie de la population hors main-d'œuvre ou qui sont au chômage et qui ne sont ni élèves ni étudiants sont des jeunes ni en emploi ni à l'école. Ils représentent près de la moitié de la population.</li> </ul>
<p><b>Recommandations</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Faire face aux défis de genre lié à l'emploi,</li> <li>✓ Faire face à l'adéquation de l'emploi et la formation,</li> <li>✓ Transformer la structure de l'économie en faveur du secteur secondaire industriel</li> <li>✓ Formaliser le Maximum des emplois.</li> </ul>

☞ **En manque fréquent d'eau potable et de services d'assainissement, les Maliens s'expriment insatisfaits de la performance du gouvernement dans ce domaine**



De 1999 à nos jours, Afrobarometer procède périodiquement (chaque deux ans)

à des collettes de données pour traquer les perceptions des maliens sur "La qualité de la démocratie et de la gouvernance au Mali". La dernière, effectuée en mars 2020, tout comme les autres rounds, a touché au total 1'200 individus, dont 50% de femmes, âgés de 18 ans et plus dans les 8 régions du Mali ainsi que dans le district de Bamako.

Le présent rapport est basé sur le traitement des données de certaines questions du questionnaire portant sur la

principale source d'eau à usage domestique, la disponibilité de toilette ou de latrine fonctionnelle, le manque d'eau potable pour des besoins domestiques et la

qualité de la fourniture des services d'eau et d'assainissement. Les résultats sont fiables avec une marge d'erreur de  $\pm 2\%$  à un niveau de confiance d'au moins 95%.

Problématique	Dans le contexte sanitaire actuel de lutte contre la pandémie de la COVID-19, où une des mesures barrières est le lavage des mains à l'eau et au savon, les données d'Afrobarometer s'invitent dans le débat pour édifier la prise de décision. Ainsi, elles dévoilent que quatre ménages sur 10 manquent d'eau potable au moins quelques fois dans l'année. En plus, une partie non négligeable des maliens font face à l'absence de latrines, surtout en milieu rural. Face à ces défis, deux tiers des Maliens pensent que la performance du gouvernement en matière de fourniture de services et d'eau et d'assainissement est "plutôt mal" ou "très mal".
Pertinence politique	Les résultats de cette étude pourraient aider à éclairer les politiques dans leurs prises de décisions s'agissant de la mise en œuvre des politiques sur Wash.
Revue de la littérature	✓ Rapports des organismes internationaux sur le sujet
Méthodologie	Analyse statistiques des données primaires Afrobarometer collectées par entretiens individuels en face à face
Données utilisées	✓ Données de l'enquête Afro baromètre de mars 2020 au Mali
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Quatre Maliens sur 10 (42%) ont manqué d'eau potable pour les besoins domestiques "quelques fois", "plusieurs fois", ou "toujours" au cours de l'année passée. Cette privation était particulièrement fréquente dans les régions de Tombouctou (66%) et de Koulikoro (56%).</li> <li>✓ La moitié des Maliens ont accès, comme source d'eau potable, au robinet (25%) ou à la fontaine publique (26%). L'autre moitié obtienne de l'eau pour les besoins domestiques aux puits protégés (27%) ou à d'autres sources d'eau (22%).</li> <li>✓ En matière d'assainissement, la plupart des ménages (87%) ont accès à des latrines fonctionnelles même si dans une large mesure (70%), la latrine est d'usage collectif, soit dans la concession ou en dehors</li> <li>✓ On note un important écart entre les ruraux et les populations urbaines concernant la disponibilité de latrine dans la maison (26 points de pourcentage de plus en milieu urbain), ainsi que dans la non disponibilité tout court, 16% des ruraux contre 5% des urbains, pour une moyenne nationale de 13%</li> <li>✓ S'agissant du non accès aux latrines, trois régions sont particulièrement concernées, à savoir Mopti (36%), Kayes (23%), et Tombouctou (20%).</li> <li>✓ Face au déficit de fourniture d'eau et d'assainissement, la manière dont le gouvernement y répond est jugée "plutôt" ou "très" mauvaise par deux tiers (65%) des Maliens. Les pires scores en la matière sont enregistrés à Mopti (79%) Gao-Kidal (75%), Tombouctou (74%), et Ségou (72%) (Figure 5).</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Mettre en place des projets de latrinisation dans les régions de Mopti Kayes et Tombouctou</li> <li>✓ Renforcer les politiques d'approvisionnement en eau potable existantes.</li> </ul>

☞ **Unité nationale : Les Maliens pensent qu'il y'a plus qui les unit que ce qui les divise mais qu'il faut se méfier des autres**



Les résultats de la plus récente enquête d'Afrobarometer (round 8) menée au Mali (toutes les régions et le district de Bamako) en mars 2020, auprès de 1'200 individus, dont 50% de femme, âgés de 18 ans et plus, révèlent que la grande majorité des

Maliens estiment qu'il y'a plus qui les unit que ce qui les divise.

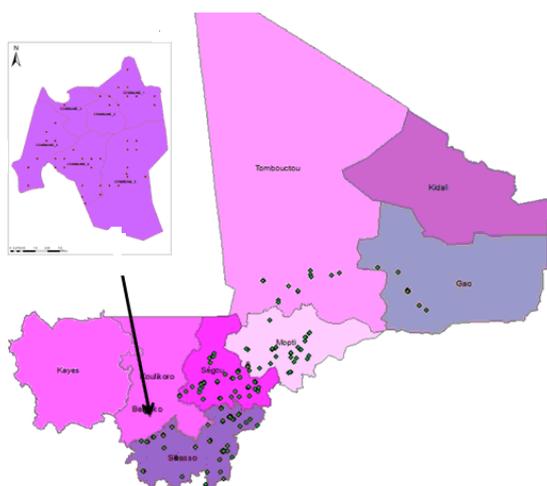
Les résultats dans le présent rapport sont tirés du traitement des questions qui suivent (i) diriez-vous qu'il y a plus qui unit tous les Maliens en un seul peuple ou qu'il y a plus qui les divise ? (ii) de manière générale, diriez-vous qu'on peut faire confiance à la plupart des gens ou que vous devez être très méfiant dans vos relations avec les gens ? (iii) au cours de l'année dernière, à quelle fréquence, le cas échéant, avez-vous personnellement été injustement traités par d'autres Maliens sur la base de : Votre religion ? Votre ethnie ? Ils sont fiables avec une marge d'erreur de  $\pm 2\%$  à un niveau de confiance d'au moins 95%.

Problématique	Dans un pays en conflit depuis 2012, les données des enquêtes Afrobarometer de mars 2020 montrent une aspiration à l'unité nationale et à la volonté de vivre ensemble peu importe l'origine, l'ethnie, et la religion (mais pas l'orientation sexuelle). Cependant, la grande majorité pense également qu'il faut se méfier des autres. L'unité nationale passe aussi par l'inclusion et la bonne gouvernance. A cet effet, il faut prendre en compte la minorité de Maliens qui pensent qu'ils sont traités injustement par d'autres Maliens sur la base de leur religion ou de leur ethnie.
Pertinence politique	Si huit Maliens sur 10 estiment que ce qui les unit est plus important que ce qui les divise, deux citoyens sur 10 pensent le contraire. Le défi pour l'Etat et les acteurs de consolidation de la paix serait ainsi d'analyser les causes profondes des facteurs de division tels que perçus par cette proportion non-négligeable des citoyens
Revue de la littérature	✓ Rapports des organismes internationaux sur le sujet
Méthodologie	Analyse statistique des données primaires Afrobarometer collectées par entretiens individuels en face à face
Données utilisées	✓ Données de l'enquête Afrobarometer de mars 2020 au Mali
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Huit Maliens sur 10 (80%) pensent que ce qui les unit est plus important que ce qui les divise. Cependant, une proportion non-négligeable (20%) pensent que ce qui les divise est plus important que ce qui les unit.</li> <li>✓ Par groupe ethnique, les Sonrhaï (87%) sont les plus enclins à dire qu'il y'a plus qui unit les Maliens que ce qui les divise, suivis par les Bambara (83%), les Malinké (78%), les Peulh/Fulfulde (77%), et les autres ethnies (75%).</li> <li>✓ Bien que la plupart pensent qu'il y'a plus qui les unit, près de huit Maliens sur 10 (77%) pensent qu'il faut se méfier des gens.</li> <li>✓ Certes une minorité mais non-négligeable de Maliens se sentent traités injustement par d'autres Maliens sur la base de leur religion (8%) ou sur la base de leur ethnie (12%).</li> <li>✓ Les Maliens sont favorables au "vivre ensemble" et estiment qu'ils aimeraient ou que c'est sans importance de cohabiter avec des personnes d'ethnie ou de religion différente (93% et 85% respectivement) et avec les immigrés (89%) mais pas avec les homosexuels (7% qui aimeraient ou qui pensent que c'est sans importance).</li> </ul>
Recommandations	✓ Analyser les causes profondes des facteurs de division tels que perçus par cette

	proportion non-négligeable des citoyens. ✓ Elaborer des politiques de bonne gouvernance pour prendre en compte ces aspects.
--	--

### 1.3. VBG et autonomisation des femmes

#### ☞ Les inégalités de genre, les violences basées sur le genre et autres pratiques néfastes au Mali



Dans le but de fournir des informations quantitatives et qualitatives fiables à partir desquelles l'UNFPA ses partenaires vont développer des stratégies et des actions pour combattre la violence basée sur le genre dans les zones d'implémentation des projets Canada et Italie, GREAT a réalisé une recherche dans les régions de Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao et le district de Bamako. Ces informations serviront de référence de base et d'une meilleure compréhension des violences sexuelle et basées sur le genre dans le cadre des projets *"Elimination des violences basées sur le Genre au Mali à travers une approche holistique et intégrée d'offre de services de qualité au niveau national"* (Italie) et *"Promotion de l'égalité de genre, de l'autonomisation des femmes, des adolescent(e)s et des jeunes dans les régions du nord et du centre du Mali"* (Canada). Il faut noter que l'Organisation mondiale de la santé définit la violence basée sur le genre comme "la menace ou l'utilisation intentionnelle de la force physique ou du pouvoir contre soi-même,

contre autrui ou contre un groupe ou une communauté qui entraîne ou risque fortement d'entraîner un traumatisme, un décès, des dommages psychologiques ou des privations".

Le but de cette étude est de documenter au sein des communautés le niveau de connaissance de la prévalence des VSBG, les mécanismes de prise en charge des VSBG et la perception d'autonomisation des femmes. Cette documentation va permettre d'identifier les facteurs déterminants pour un changement social du comportement des communautés des régions de Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao et du district de Bamako en vue de développer des stratégies et initiatives idoines de mitigation des effets de ces violences.

L'analyse des données relève que les structures sanitaires ont pu éviter des décès maternels, par une prise en charge rapide (57%), soit par une référence évacuation (27%) ou encore par césarienne (18%), ce dans le milieu urbain (54%). De même, le mariage précoce se pratique dans l'ensemble des communautés même la proportion semble faible (4% des communautés), surtout dans les régions de Gao, Tombouctou et Ségou. Cette pratique du mariage précoce a comme corollaire les grossesses précoces qui sont également présentes dans toutes les communautés avec des scores importants dans la région de Sikasso où l'on a recensé plus de la moitié des cas d'adolescentes enceintes de 10-14 ans. Les données révèlent que l'excision est une pratique courante malgré

les multiples campagnes de sensibilisation et d'information. Ainsi, cette VSGB est

Les principaux acteurs de lutte contre les VBG vont de l'Etat à la société civile en passant par les leaders religieux, les chefs coutumiers et les partenaires techniques et

financiers dont les agences du système des Nations-unies et les agences de coopération multilatérale et bilatérale. Il importe de noter l'engagement apparent de tous les acteurs dans cette lutte pour l'amélioration de la situation des femmes et des filles.

Problématique	Le présent rapport traite des inégalités de genre, des VBG et autres pratiques néfastes dans les régions de Sikasso, de Ségou, de Mopti, de Tombouctou, de Gao et du district de Bamako. Il s'agit plus précisément d'estimer dans un premier temps le niveau de prévalence des VSGB dans la communauté à travers les décès maternels évités, les VSGB des adolescents et des jeunes, la pratique de l'excision, les connaissances et la prévalence des VSGB, dans un second temps explorer la disponibilité et l'accès aux services de prise en charge des VSGB, le planning familial et la santé de la reproduction des adolescents et des jeunes et la lutte contre des VSGB et enfin mesurer l'égalité de genre par l'autonomisation économique des femmes et les croyances, attitudes et pratiques en matière d'égalité de genre.
Pertinence politique	<p>Les inégalités de genre, les VBG et les autres pratiques néfastes sont des thématiques au centre des politiques publiques en Afrique en général et au Mali en particulier. Au Mali, la problématique des VBG reste toujours une réalité préoccupante. De 2012 à octobre 2020, 25'976 cas de violences liées au genre ont été signalés, pour lesquels plus de la moitié des survivant(e)s n'ont pas eu accès à des services de soins médicaux et psychosociaux (Rapport OCHA - GBV/IMS ). De Janvier 2020 à Octobre 2020, du fait des crises récurrentes (les conflits inter- communautaires, les conflits armés et les catastrophes naturelles) qui affectent le nord et le centre du Mali, le système GBVIMS a rapporté 5'205 cas de violences sexuelles basées sur le genre (VSBG) dont 99% des personnes survivantes sont des femmes avec une proportion élevée de filles de moins de 18 ans, soit 61% contre 3'560 cas sur la même période en 2019 (Rapport GBV/IMS 2020). Le recours aux services de prise en charge reste contraint par le faible niveau de dénonciation de cas, de référencement vers les services dédiés et/ou de l'absence de structures de prise en charge holistique.</p> <p>Il faut noter que les VBG sont avant tout une violation des droits humains à la base. Ensuite, intervient la notion de pouvoir, les VBG sont fondées sur un rapport de force inégale (inégalité entre l'homme et la femme, inégalité de force physique, force financière, position d'autorité, etc.).</p>
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ UNFPA (2020) : Gender based violence information management system (GBVIMS), Rapport statistique annuel des cas de violence basée sur le genre en 2019 au Mali, janvier</li> <li>✓ Institut national de la statistique (2019) : Enquête démographique et de santé, août</li> <li>✓ Institut national de la statistique (2020) : L'Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (EMOP)</li> <li>✓ ONUFEMMES (2020) : Etude sur l'impact du Covid 19 sur les violences basées sur le genre au Mali, mai</li> <li>✓ PNUD ( ) : Stratégie genre du PNUD Mali 2019-2022</li> </ul>
Méthodologie	Pour atteindre les objectifs de l'étude, l'approche méthodologique proposée comprenait une revue documentaire, une analyse des données "secondaires" issues des bases existantes et des sources administratives et une opération de terrain pour collecter les données relatives aux indicateurs qui n'ont pu être renseignés au préalable. Cette dernière méthode a permis de recueillir des informations auprès d'un échantillon de 2'400 adultes répartis dans 150 SE, auprès de 19 FGD et 44 informateurs clés.
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Rapport EMOP, 2020</li> <li>✓ Rapport EDS, 2019</li> <li>✓ Enquête GREAT, 2020</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'analyse des données relève que les structures sanitaires ont pu éviter des décès maternels, par une prise en charge rapide (57%), soit par une référence évacuation (27%) ou encore par césarienne (18%), ce dans le milieu urbain (54%)</li> <li>✓ Plus de huit personnes sur dix ont entendu parler de VSBG dans notre</li> </ul>

	<p>échantillon, les hommes un peu plus que les femmes, soit 86% contre 82% au total.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Au Mali, toutes les femmes sans exception ont fait l'expérience de violence physique, dont la première illustration semble l'utilisation des fouets par les conjoints et autres auteurs. Viennent ensuite les cris, les gifles et autres séquestrations. Les violences économiques sont très présentes dans les régions de Ségou et Gao sous forme d'empêchement d'exercer une activité, l'interdiction de travailler en dehors de la maison à Tombouctou, etc.</li> <li>✓ Les principaux acteurs de lutte contre les VBG vont de l'Etat à la société civile en passant par les leaders religieux, les chefs coutumiers et les partenaires techniques et financiers dont les agences du système des Nations-unies et les agences de coopération multilatérale et bilatérale.</li> <li>✓ Des services de prise en charge des VSBG existent quoiqu'en nombre insuffisant. Néanmoins, très peu de femmes ont recours à ces types de services de peur de la stigmatisation, de la pression sociale et autres raisons. Par région les raisons de non recours au service de prise en charge des VBG vont de l'absence de service respectivement pour 41,4% et 39,1% à Sikasso et Ségou, éloignement de service 34,7% à Gao, stigmatisation de la victime 34,1% à Tombouctou, 16% pour mauvais comportement des agents de prise en charge à Bamako, 10,5% pour pas nécessaire à Ségou et 30,4% pour RAS à Mopti.</li> <li>✓ En matière de PF et de SR des adolescents et des jeunes, près d'un tiers des femmes de 15 et plus (32%) pratiquent le PF contre seulement 11% des hommes de la même tranche d'âge.</li> <li>✓ Les méthodes de lutte contre les VSBG concernent prioritairement la lutte contre l'excision, la lutte contre les violences faites aux femmes et les comités de veille et d'alerte.</li> <li>✓ Il existe des lueurs d'espoir dans ce tableau on ne peut plus sombre. Ainsi, un peu plus d'une femme sur 10 connaît l'existence des hommes champions de lutte contre les VSBG dans leur communauté et des centres d'éveil et d'alerte</li> </ul>
<p><b>Recommandations</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Revoir le dispositif législatif et règlementaire en vue de le rendre plus robuste en termes de dissuasion et de punition des auteurs de violences et de prise en charge des survivants ;</li> <li>✓ Améliorer la prise en charge des victimes à travers la fourniture de services de soutien (abri, nourriture, vêtement), la proximité de ces services et l'augmentation de leur nombre et de leur capacité d'action ;</li> <li>✓ Adopter rapidement l'avant-projet de loi sur les VBG ;</li> <li>✓ Faciliter l'accès de tous à une éducation de qualité</li> </ul>



Selon une nouvelle enquête d'Afrobarometer, les Maliens sont favorables à l'égalité de chance pour tous dans leur majorité à hauteur de 88% contre 11% estimant qu'il faut promouvoir la chance pour une minorité de maliens.

Neuf et plus de maliens sur dix sont favorables à l'égalité de chance dans les régions de Sikasso (94%), Mopti (93%) et Ségou pour 90%. Au rang des inégalités, l'accès à l'éducation semble la plus préoccupante surtout pour les régions de Koulikoro, Ségou (26%) et les régions de Sikasso, Ségou et les femmes pour 25% contre une moyenne nationale de 23%.

Parmi toutes les violences basées sur le genre dénombrées au Mali, la violence psychologique semble dominée avec près de 21% contre 12% de harcèlements sur le lieu de travail. Ces violences se sont répétées dans le temps au cours des 12 derniers jusqu'à atteindre 4-5 fois dans certains cas. Plusieurs causes sont citées par les répondants allant de la pauvreté à l'insécurité/conflit/guerre en passant par entre autres la jalousie, le refus d'obtempérer/ne pas écouter, le manque de respect, l'ignorance, les problèmes financiers, l'infidélité, etc.

Ces violences n'ont pas laissé de séquelles dans la plupart des cas, plus de sept cas sur dix (73%) contre 26%. Les séquelles sont évidemment les cicatrices, la perte de confiance, les handicaps, l'incapacité de travailler ou encore la consommation d'alcool.

Plus de sept sur dix proposent la sensibilisation comme la première stratégie de lutte contre les VBG. Cette stratégie doit pouvoir combiner d'autres éléments tels que l'information, la prévention, la dénonciation, la répression ou encore la prise en charge.

Problématique

Le Mali est classé dans la catégorie des pays à faible niveau de développement humain avec un indice de développement humain (IDH) de 0,434 en 2019 contre 0,431 en 2018. Comme toutes les moyennes, l'IDH masque l'inégalité dans la distribution du développement humain à travers la population du pays.

L'intérêt porté aux questions d'inégalités sociales se justifie tout d'abord pour des raisons de justice sociale en ce sens que les écarts en tous genres entre riches et pauvres deviennent de plus en plus inacceptables et semblent impacter négativement une série d'objectifs de développement dont la croissance, la réduction de la pauvreté et la cohésion sociale. Ensuite, il est suspecté qu'une société de plus en plus inégalitaire génère des rapports sociaux stressants et toujours plus violents entre individus, ménages et pays. Les inégalités seraient à la base de bien d'autres maux dont souffrent les sociétés y compris celles développées dont l'exacerbation de la violence, la limitation de l'espérance de vie, la criminalité, etc. Aussi, la réduction des inégalités figure-t-elle parmi les 17 objectifs de développement durable des Nations-unies, ODD10, aussi bien dans les pays qu'entre eux.

Au Mali, les violences basées sur le genre qui renforcent les inégalités sont un phénomène d'ampleur nationale reconnu par l'Etat. La crise politico-sécuritaire déclenchée en 2012 est un facteur aggravant, surtout pour les zones (le nord et le centre du pays) qui sont affectées le plus par le conflit armé, les attaques terroristes et l'insécurité qui continuent à persister après la signature de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali en 2015. La documentation sur le phénomène des VBG

	demeure insuffisante, car les données sont collectées de façon parcellaire avec des méthodologies, terminologies et classifications différentes selon les principaux services ou acteurs impliqués, ce qui constitue un frein important à l'analyse de la situation des VBG.
Pertinence politique	<p>L'égalité de chance semble un nouveau défi et renvoie à un objectif "politique et social" déclaré par toutes les sociétés à assurer à tous les jeunes, quelles que soient leurs caractéristiques individuelles ou leurs appartenances culturelles et sociales, un niveau de formation générale élevé garant d'une insertion professionnelle et sociale réussie et d'un accomplissement personnel.</p> <p>La violence basée sur le genre (VBG) est un grave problème de santé d'envergure internationale qui remet en cause le droit international des droits de l'homme et les principes d'égalité des sexes. Elle constitue aussi une menace pour la paix durable et la dignité humaine. Elle est d'autant plus exacerbée dans les situations de crise comme le cas du Mali.</p>
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ UNFPA (2020) : Gender based violence information management system (GBVIMS), Rapport statistique annuel des cas de violence basée sur le genre en 2019 au Mali, janvier</li> <li>✓ Massa Coulibaly (2020) : Inégalités, polarisation et exclusion sociales, qu'en savons-nous ?</li> <li>✓ Teresa Caverio (2020) : Analyse des inégalités multidimensionnelles en Afrique de l'Ouest et stratégie de réduction des inégalités, novembre</li> <li>✓ Valérie Bérenger et Audrey Verdier-Chouchane (2008) : Des inégalités de genre à l'indice de qualité de vie des femmes, janvier</li> </ul>
Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Un échantillon nationalement représentatif des citoyens adultes aléatoirement sélectionnés</li> <li>✓ L'échantillon est distribué à travers les régions/cercles et les milieux urbain/rural proportionnellement à leur part de la population nationale</li> <li>✓ Chaque adulte a une chance égale d'être sélectionné</li> <li>✓ Des interviews dans la langue de choix du répondant</li> <li>✓ Un instrument d'enquête standard pour tous les pays permettant des comparaisons inter-pays</li> <li>✓ L'enquête a interviewé 1'200 adultes maliens. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de [+/-2,5%] à un niveau de confiance de 95%.</li> </ul>
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Données Afrobarometer 2018</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Plus de neuf personnes (respectivement 94% et 93%) sont favorables à l'égalité de chance dans les régions de Sikasso et de Mopti contre une moyenne nationale de 88%</li> <li>✓ Les maliens trouvent l'inégal accès à l'éducation comme la plus injuste de toutes les inégalités avec un peu plus de 25% (plus précisément 26%) contre 23 % d'accès à la santé et 21% à l'emploi et est très préoccupante dans les régions Mopti, Kayes, Gao-Kidal et dans le milieu urbain pour près de trois maliens sur dix</li> <li>✓ Près de quatre maliens sur dix affirment avoir subi un traitement injuste de la part du gouvernement à hauteur de 58% à Gao-Kidal, 53% pour la région de Ségou et 50% pour les personnes ayant le niveau post-secondaire</li> <li>✓ De toutes les VBG, la violence psychologique est la plus répandue au Mali pour 21% contre seulement 12% de harcèlement sur le lieu de travail et 7% de violence physique</li> <li>✓ Respectivement six et quatre maliens sur dix évoquent la pauvreté et la jalousie comme les principales causes de VBG</li> <li>✓ Si les VBG n'ont laissé aucune séquelle dans 66% des cas à Koulikoro, elles ont par contre laissé des cicatrices dans 43% des cas à Gao-Kidal et entraîné des handicaps dans 41% des cas à Ségou</li> <li>✓ Près de huit maliens sur dix proposent la sensibilisation comme une stratégie efficace de lutte contre les VBG dans les régions de Sikasso et de Tombouctou contre 15% d'information à Ségou, 10% de dénonciation à Koulikoro et 10% de répression à Ségou</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le niveau de perception des VBG est encore faible et semble toléré qu'en cas de</li> </ul>

	<p>conséquences graves. Il serait ainsi important d'initier des interventions combinées basées sur la sensibilisation, l'information, la prévention ou encore la répression</p> <p>✓ L'Etat du Mali doit initier des programmes forts de lutte contre le chômage surtout dans le district de Bamako et dans la région de Gao-Kidal où le taux de chômage dépasse 12% en moyenne</p>
--	---

☞ **Autonomisation des femmes (FARM sur la base de la note méthodologique)**



L'agriculture revient au premier rang des priorités du monde. La satisfaction des besoins agricoles de la planète redevient un enjeu stratégique. L'opinion publique et les décideurs prennent conscience des risques de pénurie et accordent de nouveau une attention à la production agricole. Ce retour de l'agriculture a été déclenché par l'augmentation des prix agricoles sur les marchés internationaux, accéléré durant le premier trimestre 2008 jusqu'à provoquer des émeutes de la faim. On prend ou reprend conscience que les produits agricoles, comme d'autres matières premières et même s'ils sont renouvelables, n'échappent pas au risque de rareté, au moins temporairement.

Dans ce contexte, le fait que la Banque Mondiale ait consacré son rapport annuel 2008 à l'agriculture constitue un signe important. D'autant que la Banque Mondiale n'avait pas accordé cette place à l'agriculture depuis 1982. Cette initiative, dont la genèse est indépendante de l'augmentation des prix, marque une rupture dans la réflexion sur les politiques de développement.

Cette situation fait que les débats sur les réformes des politiques agricoles telles que la politique agricole commune, les négociations du commerce international et celles des accords de partenariats économiques prennent une acuité nouvelle. La question de savoir si l'agriculture et l'alimentation présentent des spécificités qui justifient un traitement particulier des règles commerciales n'est plus aussi rapidement écartée. Or, ces évolutions surviennent alors que les questions environnementales prennent un poids de plus en plus déterminant dans la conception du développement économique. Et l'agriculture est de plus en plus mise en cause comme principal utilisateur de ressources naturelles telles que les terres, l'eau et la biosphère.

Le projet Financement agricole et rural au Mali (FARM) est une initiative des Gouvernements du Mali et du Canada dans le but d'accroître la productivité du secteur Agricole et atteindre la sécurité alimentaire au Mali. Le protocole d'entente entre les deux (02) gouvernements pour la mise en œuvre du projet a été signé le 27 août 2014. Le projet intervient dans les régions de Koulikoro, Sikasso et Ségou et dans le District de Bamako et ses bénéficiaires sont les producteurs agricoles, les institutions financières (SFD et banques), un (01) établissement financier (fonds de garantie), une (01) compagnie d'assurance (assurance récolte).

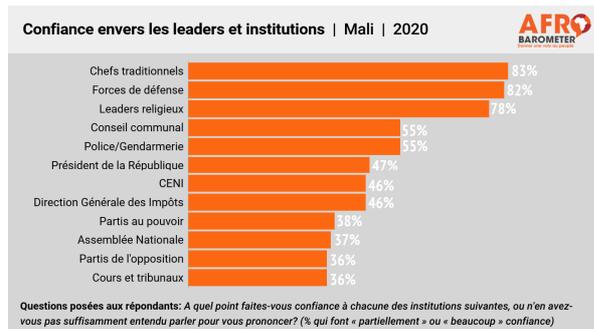
Problématique	<p>✓ Le département Économie agroalimentaires et sciences de la consommation de l'Université Laval compte mener, auprès des femmes productrices d'oignon, une étude d'impact pour mesurer les effets moyens des différentes combinaisons d'interventions du projet sur les indicateurs d'empowerment. Cette recherche sera supervisée par deux professeurs, Dr. Ibrahima Bocoum et Dr. Lota Dabio Tamini.</p> <p>✓ Pour analyser de tels impacts, il est nécessaire d'identifier et de constituer des</p>
---------------	---

	<p>groupes témoins, ayant des caractéristiques similaires aux groupements appuyés par le projet dans la région de Baguinéda. Pour ce faire, il est prévu de mener une enquête de caractérisation auprès d'un minimum de 43 groupements (33 groupements témoins potentiels et 10 groupes bénéficiaires de Baguinéda). Pour la conduite de cette enquête, l'équipe de recherche à l'Université Laval a élaboré des questionnaires à choix de réponses qui devraient être administrés par un consultant local (Mali) auprès des présidentes, secrétaires et/ou trésorières des groupements des femmes. Les données recueillies permettront alors à l'équipe de recherche de sélectionner 15 groupements témoins, ceux qui ressemblent le plus aux groupements appuyés par le projet.</p>
Pertinence politique	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le Groupe de la banque mondiale (2015) estime que l'élimination des inégalités basées sur le genre et l'autonomisation des femmes pourraient augmenter le potentiel productif des milliers d'africains et favoriser de manière considérable le développement du continent. Dans ce sens, il est donc important d'investir dans les femmes pour promouvoir le développement humain durable, car cela leur permettra d'améliorer leur qualité de vie et celle de leurs enfants, ce qui produit des effets multiplicateurs à chaque génération.</li> <li>✓ Cette ambition de promotion des activités économiques des femmes reste confrontée à des contraintes culturelles et institutionnelles (Yattara, 2017) empêchant l'exploitation de ce potentiel. Au Mali, les statistiques montrent que les femmes sont plus nombreuses que les hommes et résident prioritairement en milieu rural. L'économie du pays repose essentiellement sur le secteur rural (agriculture, élevage, foresterie et pêche) qui occupe plus de 80% de la population active et contribue en moyenne pour 40 à 45% au PIB avec un taux de croissance moyen de 3,6% par an. Dans ce secteur, les femmes rurales jouent un grand rôle et s'occupent généralement du petit élevage, de toutes les activités de transformation et de commercialisation des produits agricoles et interviennent autant dans les champs collectifs que sur leurs parcelles individuelles (Touré, 2011). Les femmes rurales sont également actives dans le domaine du maraîchage et les produits issus des activités maraîchères leur permettent de contribuer à l'alimentation de leurs familles et l'obtention de revenus par la commercialisation.</li> <li>✓ Malgré le rôle important que les femmes rurales jouent dans les divers secteurs agricoles, elles ne jouissent pas pleinement de leurs droits et font l'objet de multiples discriminations.</li> </ul>
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Yattara Maïmounatou Altini (2017) : Accroître l'autonomisation économique pour soutenir l'empowerment des femmes rurales au Mali: étude de deux structures collectives féminines de la région de Koulikoro (l'association Musow jigitugu-ton des productrices de farines infantiles de la commune de Toubacoro et l'union Si yiriwa des productrices de beurre de Karité du Cercle de Dioïla), Université Laval</li> <li>✓ République du Mali () : Politique nationale genre du Mali,</li> <li>✓ Vanessa Navarrete (2020) : L'intégration du Genre et l'Empowerment des femmes en urgences, novembre</li> <li>✓ UNFPA (2016) : Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel (SWEDD)</li> </ul>
Méthodologie	<p>L'approche méthodologique proposée pour la présente enquête de caractérisation de 43 OP comprend successivement, la programmation sur tablette, le recrutement et la formation des agents de collecte de données, la constitution et le déploiement des équipes de terrain pour les enquêtes proprement dites sur tablettes.</p>
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Données démographiques de l'INSTAT</li> <li>✓ Données d'enquête</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ les institutions financières finançant l'agriculture sont renforcées ;</li> <li>✓ la coordination des acteurs au niveau de la chaîne de valeur est optimisée ;</li> <li>✓ l'accès à des mécanismes de protection financière pour les producteurs agricoles et les institutions financières est amélioré ;</li> <li>✓ l'intégration des femmes et des jeunes à l'activité agricole tout en favorisant le développement durable et l'équité des genres est améliorée</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ la professionnalisation des institutions financières (SFD et Banques) en crédit agricole</li> <li>✓ la gestion des risques (le fonds de garantie de prêts, le fonds d'assurance-récolte)</li> <li>✓ l'analyse et développement des chaînes de valeur cibles : riz, mil, sorgho, maïs,</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>échalote, oignon, ail, sésame, embouche bovine</li> <li>✓ l'intégration ou prise en compte des thèmes transversaux tels que équité femmes-hommes, jeunes et environnement</li> <li>✓ la synergie avec d'autres projets et programmes</li> </ul>
--	--

## 1.4. Démocratie et gouvernance

### ☞ Confiance aux institutions



que les Maliens font plus confiance envers les leaders traditionnels et religieux qu'envers le Président de la République et les institutions étatiques à l'exception des forces de défense.

Les résultats dans le présent rapport sont tirés du traitement de la question : A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer? Ils sont fiables avec une marge d'erreur de  $\pm 2\%$  à un niveau de confiance d'au moins 95%.

Les résultats de la plus récente enquête d'Afrobarometer (round 8) au Mali en mars 2020, auprès de 1'200 individus, dont 50% de femme, âgés de 18 ans et plus menées dans toutes les régions du Mali ainsi que le district de Bamako, révèlent

Problématique	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le fait que de nombreux Maliens semblent accueillir favorablement le coup d'État ne doit pas surprendre. Les résultats de l'enquête Afrobarometer de mars-avril 2020 montrent un profond mécontentement à l'égard du statu quo, y compris des perceptions largement répandues selon lesquelles le pays allait dans la mauvaise direction, que l'économie était en ruine, que la corruption se répandait, et que leurs élus n'étaient pas dignes de confiance.</li> <li>✓ Dans le même temps, les forces armées, ainsi que les chefs traditionnels, jouissent de niveaux beaucoup plus élevés de confiance populaire. Au milieu d'un mécontentement croissant à l'égard du gouvernement et d'une gestion inepte par les dirigeants élus, de nombreux Maliens ont peut-être vu le coup d'État comme la meilleure chance pour le pays d'échapper à une spirale descendante.</li> </ul>
Pertinence politique	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Perte de confiance au Président Ibrahim Boubacar Kéïta, qui a entamé son second mandat de cinq ans en septembre 2018, l'accentuation de l'absence de confiance au président dans les régions affectées par l'insécurité et la baisse de confiance aux partis politiques de 2014-2020.</li> </ul>
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Rapports des organismes internationaux sur le sujet</li> </ul>
Méthodologie	Analyse statistiques des données primaires Afrobarometer collectées par entretiens individuels en face à face
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Données de l'enquête Afrobarometer de mars 2020 au Mali</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Plus de Maliens font "partiellement" ou "beaucoup" confiance envers les chefs traditionnels (83%), les forces de défense (82%), et les leaders religieux (82%) qu'envers le Président de la République (47%) et d'autres institutions étatiques.</li> <li>✓ Quelque soit le genre, l'âge, ou le niveau d'étude des citoyens, moins de la moitié d'entre eux ont confiance envers le Président de la République à l'exception des personnes sans éducation formelle (51%).</li> <li>✓ Par région, les pires scores de confiance au Président de la République sont enregistrés à Gao-Kidal (23%) Mopti (28%) Tombouctou (41%), Bamako (45%), et Kayes (45%). On note ainsi que les régions de conflit et d'insécurité, au Nord et au centre du pays, sont les plus critiques envers le Président de la République.</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La confiance envers la plupart des institutions de la vie démocratique avec ses pouvoirs exécutifs, législatifs, et judiciaires, a connu des baisses importantes entre 2004 et 2020, passant respectivement pour le Président de la République de 81% à 47%, l'Assemblée Nationale de 70% à 37%, et les cours et tribunaux de 55% à 36%</li> <li>✓ En dynamique, les partis politiques, qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition, perdent la confiance des citoyens dans les mêmes épisodes de 2004-2012 et de 2014-2020, jetant un discrédit sur la politique telle que pratiquée par les politiciens maliens. Par exemple, entre 2014 et 2020, la confiance pour le parti au pouvoir est passée de 59% à 38% et pour les partis de l'opposition de 43% à 36%</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	Mener des réflexions pour redynamiser la confiance envers les institutions de la vie démocratique et ses pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires.

☞ **Indice de la corruption :**



Les résultats de l'enquête Afrobarometer menées en mars 2020 auprès de 1'200 individus, dont 50% de femme, âgés de 18 ans et plus dans toutes les régions du Mali ainsi que le district de Bamako, révèlent que l'expérience de la corruption par le versement de pot-de-vin contre un service public est plus fréquente à la police. Dans la plupart des cas, l'objet de la corruption dans ce service est d'éviter des difficultés lors d'une enquête ou d'arrêter un contrôle d'identité. Aussi, La majorité des Maliens pensent que la plupart ou tous les membres de certaines catégories de personnes sont impliqués dans des affaires de corruption, selon la même enquête d'Afrobarometer. En plus, l'enquête révèle que la grande majorité des sondés – surtout à

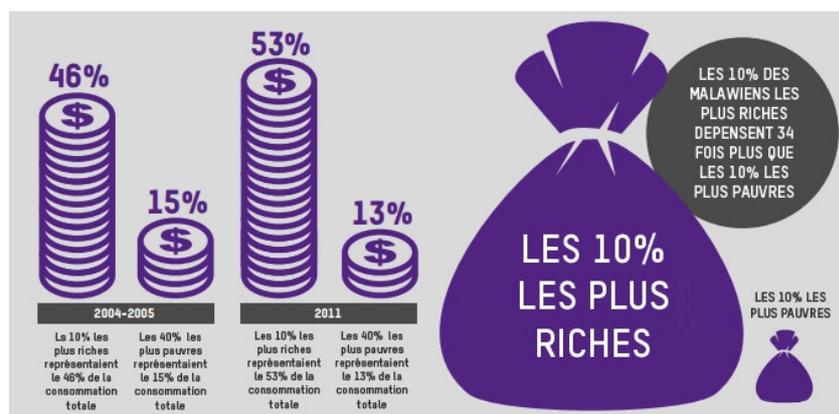
Tombouctou, Ségou, et Gao-Kidal – estiment que le niveau de la corruption a augmenté au cours de l'année écoulée.

Le présent rapport est issu du traitement des questions : (i) Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (ii) Dans ce pays, les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur, ou risquent-ils des représailles ou d'autres conséquences négatives quand ils parlent ? (iii) Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau si jamais vous avez l'expérience (iv) A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée? Les résultats sont fiables avec une marge d'erreur de  $\pm 2\%$  et un niveau de confiance d'au moins 95%.

Problématique	Les Maliens perçoivent fortement de la corruption chez plusieurs catégories de personnes mais estiment que les citoyens ordinaires risquent des représailles ou d'autres conséquences négatives s'ils dénoncent les actes de corruption.
Pertinence politique	Dans le contexte malien où la crise sociopolitique et sécuritaire s'expliquerait en partie par un déficit de gouvernance, les données d'Afrobarometer peuvent éclairer le débat sur la compréhension de la problématique de la gouvernance au Mali ici mesurée par les perceptions sur la corruption. Elles pourraient ensuite contribuer à la réflexion sur les pistes d'amélioration de la gouvernance au Mali
Revue de la littérature	✓ Organisation internationale sur le sujet
Méthodologie	Analyse statistiques des données primaires Afrobarometer collectées par entretiens individuels en face à face
Données utilisées	✓ Données de l'enquête Afrobarometer de mars 2020 au Mali

<p>Principaux résultats</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ De fortes proportions des maliens pensent que la plupart ou tous les agents publics de certaines catégories de services publics sont impliqués dans des affaires de corruption.</li> <li>✓ Ces proportions vont de 45% pour les conseillers communaux à 62% pour les juges/magistrats en passant par 50% pour les agents des impôts et 53% pour les policiers/gendarmes, les officiels de la présidence, les fonctionnaires et les députés. Les leaders religieux (21%) et les chefs traditionnels (18%) sont moins soupçonnés de corruption.</li> <li>✓ Pour le cas spécifique des juges/magistrats, les perceptions de corruption sont les plus fortes à Tombouctou (77%), Ségou (68%) et dans le district de Bamako (65%). Viennent ensuite les régions de Kayes (61%), Mopti (59%), Koulikoro (58%), Sikasso (56%) et Gao-Kidal (55%).</li> <li>✓ Près de trois maliens sur quatre (74%) pensent que le niveau de corruption a augmenté l'année écoulée. Cette proportion est plus forte pour ceux qui se sentent proches d'un parti de l'opposition (81%) et moins forte pour ceux qui ne se sentent proches d'aucun parti.</li> <li>✓ La perception d'implication des députés dans la corruption a baissé entre 2001 et 2010 puis augmenté jusqu'en 2020. Pour les conseillers communaux c'est une baisse jusqu'en 2010, une hausse entre 2010 et 2017 et une légère baisse en 2020. En ce que concerne les juges/magistrats, l'évolution est en dents de scie, une baisse entre 2001 et 2006, une hausse jusqu'en 2014, une baisse entre 2010 et 2014 et une hausse jusqu'en 2020. Pour les policiers/gendarmes c'est une hausse jusqu'en 2014, suivie d'une baisse entre 2014 et 2017 et d'une hausse entre 2017 et 2020.</li> <li>✓ Sept maliens sur dix pensent que les citoyens ordinaires risquent des représailles ou d'autres conséquences négatives en dénonçant des actes de corruption. Cette proportion est plus forte chez les femmes (75%) que chez les hommes (67%).</li> <li>✓ Des proportions non négligeables de maliens ont expérimenté la corruption en versant 1-2 fois ou souvent un pot-de-vin pour obtenir un service à la police (41%), à un service d'état civil (27%), dans un centre de santé (15%) ou dans une école (8%).</li> <li>✓ Dans le cas spécifique de la police, le service le plus fréquemment "acheté" est l'enquête de police (60%). Cette fréquence varie d'une région à l'autre à partir d'un maximum de 90% à Tombouctou et Sikasso jusqu'à un minimum de 20% à Gao-Kidal. Les régions de Mopti (89%), Ségou (59%), Bamako (47%), Kayes (38%) et Koulikoro (33%) se situent entre ces 2 extrêmes.</li> </ul>
<p>Recommandations</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Punir les auteurs de la corruption conformément la loi</li> <li>✓ Intensifier la lutte contre la corruption surtout au sein des institutions publiques</li> <li>✓ Instaurer un système de protection des dénonciateurs des actes de corruption.</li> </ul>

## 1.5. Pauvreté et inégalités



Cette partie fait une présentation sommaire des communications lors des Journées du savoir 2020. Le thème principal porte sur la pauvreté et les inégalités mais les articles ont été répartis en 5 sous-groupes à savoir, Pauvreté et privation, Déterminants de l'inégalité, Distribution de revenu, éducation et marché du travail, Genre et inégalités et d'autres dimensions d'inégalité.

### 1.5.1. Pauvreté et privation

#### ☞ Cointégration et causalité entre développement financier, croissance économique et évolution de la pauvreté

Auteur	Baber Basidi Haïdara, Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB)
Question de recherche	Comment la croissance économique, le développement financier et la pauvreté sont-ils reliés ?
Outils d'analyse	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Modèle vectoriel à correction d'erreur (VECM)</li> <li>✓ Analyse de cointégration et de causalité de Granger-Engel</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Il y a une relation causale bidirectionnelle entre croissance économique et développement financier c'est-à-dire que la croissance économique engendre du développement financier et que le développement financier engendre aussi de la croissance économique au Mali.</li> <li>✓ Il y a une relation unidirectionnelle entre la pauvreté et croissance économique. Globalement la croissance économique et le développement financier ont un impact négatif sur l'évolution de la pauvreté au Mali.</li> </ul>

#### ☞ La Caisse autonome de prestation sociale universelle (CAPSU) : Quelles voies d'action pour bâtir une protection sociale en faveur des personnes pauvres et vulnérables à la hauteur des ambitions du gouvernement définies dans le Plan Sénégal émergent ?

Auteur	Dansokho Mamadou, Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (CRES)
Question de recherche	Quel cadre institutionnel et de gouvernance faut-il à la CAPSU, quel effort financier faut-il déployer pour couvrir les besoins de ses programmes, quel schéma de financement soutenable à court, moyen et long terme doit-on mettre en place pour mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre de la CAPSU ?
Outils d'analyse	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Revue documentaire</li> <li>✓ Modèle d'équilibre général calculable</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La soutenabilité des dépenses sociales est étroitement liée aux performances économiques d'un pays. Il faut donc articuler ces dépenses à des critères économiques, tels que la croissance du PIB, des recettes publiques, etc.</li> <li>✓ Une sélectivité des risques couverts s'impose pour maintenir les dépenses dans des proportions soutenables.</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'évaluation permanente des programmes sociaux est indispensable, afin d'identifier ceux qui ont le plus d'impacts positifs sur la protection des populations vulnérables.</li> <li>✓ Les statuts juridiques disponibles ne réunissent pas toutes les conditions nécessaires pour que la CAPSU puisse assumer l'ensemble des missions qui lui sont confiées.</li> <li>✓ Les coûts unitaires retenus par le ministère de la Santé et de l'action sociale sont très bas. Une nouvelle estimation est nécessaire.</li> <li>✓ Financement de la CAPSU :</li> <li>✓ Scénario 1 : Contributions locales et réallocation de dépenses publiques (Réallocation des ressources des initiatives de gratuité des soins de santé, Réallocation de subventions des denrées alimentaires et du carburant aux programmes de la CAPSU )</li> <li>✓ Scénario 2 : Scénario avec recettes budgétaires additionnelles (transactions financières, télécommunication, TVA sociale, fiscalité de l'environnement, etc)</li> </ul>
--	--

### **La pauvreté au Mali – Un regard socio-anthropologique**

Auteur	Félix Koné, Institut des Sciences humaines (ISH)
Question de recherche	Quels concepts et représentations les populations maliennes, vivant dans les villes comme dans les campagnes, ont-elles de la pauvreté ? Comment perçoivent-elles la pauvreté, à travers leur vécu quotidien et comment la pensent-elles ? Comment comprennent-elles la pauvreté en termes de catégories ?
Outils d'analyse	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Procédés socio-anthropologiques de production des données et d'analyse de phénomène</li> <li>✓ Enquêtes qualitatives</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La pauvreté est un phénomène complexe et multidimensionnel, relatif, évolutif. Elle est ressentie physiquement, économiquement, socialement, moralement, culturellement et intellectuellement.</li> <li>✓ Les discours sur la pauvreté sont assez riches et variés. Au-delà du terme générique fantanyan (pauvreté en bamanakan), l'équipe a relevé un nombre important de mots qui renvoient à différentes situations ou état de pauvreté. Ces états de pauvreté ont permis de faire une catégorisation de pauvres. Les catégories les plus répandues et les plus caractéristiques de la pauvreté, des moins pauvres aux plus pauvres, sont les Seginbagatòw, les kòlibagatòw, les bolokolow et les desebagatòw.</li> <li>✓ Les critères qui permettent d'identifier une catégorie et de la distinguer d'une autre sont assez flous et varient d'une zone à une autre.</li> <li>✓ Selon les perceptions des populations, au-delà de manquer des moyens et de capacité de production pour certains cas, de nourriture, de logement, d'habillement dans d'autres cas, le pauvre est avant tout celui qui manque non pas seulement d'argent mais de Jigi (soutien). De même les stratégies de lutte contre la pauvreté s'imbriquent avec la quête d'un "jigi".</li> </ul>

### **Exploitation minière, pauvreté et inégalités en Afrique de l'Ouest : Cas du Mali**

Auteur	Massa Coulibaly, GREAT, Université des sciences sociales et de gestion de Bamako Jeremy Foltz, Université de Wisconsin-Madison Dominic Parker, Université de Wisconsin-Madison Osaretin Olurotimi, Université de Wisconsin-Madison Nouhoum Traoré, Université de Wisconsin-Madison
Question de recherche	Le boom minier en Afrique de l'Ouest a-t-il augmenté ou diminué la consommation, la pauvreté et les inégalités au sein de la population?
Outils d'analyse	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Stratégie d'évaluation d'impact de la différence-de-différence</li> <li>✓ Modèle de régression de différence des différences</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Des effets positifs de l'exploitation aurifère à la fois artisanale et formelle sur la consommation des ménages, avec des effets particulièrement forts sur les produits alimentaires locaux.</li> <li>✓ Les effets sur la pauvreté ne se retrouvent cependant que dans le secteur artisanal, où l'on retrouve des effets importants de l'exploitation minière.</li> <li>✓ Ces résultats sur l'exploitation minière sont très localisés, les communes situées à</li> </ul>

	<p>moins de 10 km de la mine obtenant tous les effets significatifs, et aucun effet significatif n'étant observable au-delà de 10 km.</p> <p>✓ Pas d'effet mesurable sur les inégalités.</p>
--	--

### ☞ La nouvelle législation régissant les prix de transfert au Mali

Auteur	Abdoulaye KALOGA, Maître-assistant, Faculté de droit privé, USJPB
Question de recherche	Les options opérées par le législateur, à la faveur des différentes modifications de la législation fiscale, vont-elles dans le sens d'une imposition optimale des entreprises multinationales ? Lesdites options concourent-elles à éviter les transferts indirects de bénéfices et assurer une juste imposition ?
Outils d'analyse	✓ Revue documentaire
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La nouvelle législation régissant les prix de transfert peut se ramener autour de deux éléments clefs que sont l'institution d'une obligation documentaire (A) et la consécration de l'accord préalable de prix (B).</li> <li>✓ La nécessité des informations et de la documentation appropriée, permettant un contrôle fiscal efficace et le besoin de mieux cerner les transactions entre entreprises liées ont conduit le législateur à introduire dans le dispositif fiscal la production, à la charge du contribuable, de certains documents, "l'obligation documentaire".</li> <li>✓ Afin d'assurer une plus grande sécurité juridique, le législateur a mis en place une procédure contractuelle d'accords préalables en matière de prix de transfert. Les contribuables peuvent demander à l'administration fiscale la conclusion d'un accord préalable sur les méthodes de détermination des prix de transfert. En cas de contrôle fiscal portant sur les exercices concernés par l'accord, les termes négociés ne pourront pas être remis en cause.</li> </ul>

## 1.5.2. Déterminants de l'inégalité

### ☞ Capital humain dans les pays en développement : une estimation des effets de la qualité de l'éducation sur les inégalités de revenu

Auteur	Benoit KAFANDO, GREDE, École de gestion, Université de Sherbrooke
Question de recherche	Pourquoi l'augmentation du nombre d'années d'éducation moyen dans les PED n'a pas entraîné une baisse significative du niveau des inégalités de revenu ?
Outils d'analyse	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Indicateur de capital humain ajusté qui prend simultanément en compte la qualité et la quantité de l'éducation</li> <li>✓ Économétrie : analyse des effets de la variation de l'indicateur de capital humain ajusté sur les variations de la croissance économique, des inégalités de revenu et de la pauvreté</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'amélioration du niveau du capital humain d'une unité entraîne une réduction des inégalités de revenu de 6,1%.</li> <li>✓ Des investissements qui favorisent une amélioration de la qualité du capital humain permettent de réduire significativement le taux de l'extrême pauvreté.</li> <li>✓ L'amélioration de la qualité du capital humain est un facteur déterminant dans la réduction des inégalités de revenu et de la pauvreté d'une part et dans l'amélioration du niveau de la croissance économique d'autre part.</li> </ul>

### ☞ Inégalités sociales en République du Congo : Quelles politiques pour les dépenses publiques ?

Auteur	Jacques BIGALA, Centre d'Étude et de Recherche sur les Analyses et Politiques Économiques (CERAPE)
Question de recherche	Quel est l'impact des politiques de dépenses publiques du Congo sur la réduction de la pauvreté et l'inégalité ?
Outils d'analyse	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Revue documentaire</li> <li>✓ Analyse statistique</li> </ul>
Principaux résultats	✓ Les institutions financières du gouvernement (comme le Trésor, le Budget, etc.) sont encore sous-développées et manquent clairement de plans de dotation et de

	<p>gestion des ressources humaines.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Augmentation des dépenses d'investissement du gouvernement depuis 2006 mais les revenus de la croissance et des investissements n'ont pas été distribués de façon uniforme</li> <li>✓ Le taux de pauvreté n'a que légèrement diminué au cours des dernières années, de 50,7 % en 2005 à seulement 46,5 % en 2011 avec des disparités importantes entre milieux et entre niveaux d'éducation</li> </ul>
--	---

### 👉 Distribution et inégalités de revenus au Mali

Auteur	François Koné, Centre d'études et de renforcement des capacités d'analyse et de plaidoyer (CERCAP), Bamako, Mali
Question de recherche	Quelle est la structure des revenus au Mali ? Quels sont les niveaux d'inégalité dans la distribution des revenus au Mali dans l'ensemble et selon diverses caractéristiques sociodémographiques ? Quelles sont les contributions des sources de revenus et des groupes sociodémographiques à l'inégalité totale ?
Outils d'analyse	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Indicateurs statistiques de dispersion/concentration de distribution</li> <li>✓ Indices synthétiques d'inégalité</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La structure du revenu total est très largement dominée par les revenus d'activités (92%), suivi, de très loin, par les revenus de transferts (publics ou privés) avec 7% et les revenus tirés du patrimoine et de l'épargne (1,3%).</li> <li>✓ La part du revenu d'activités reste à 92% chez les hommes mais baisse à 88% chez les femmes.</li> <li>✓ La distribution du revenu est généralement plus dispersée pour les pauvres que pour les autres.</li> <li>✓ L'essentiel de l'inégalité de revenu se trouve entre ménages dont les chefs sont de même sexe, l'inégalité entre ménages dirigés par un homme et ménages dirigés par une femme étant marginale. Par contre, les différences de niveau d'éducation se révèlent être un facteur inégalisant de revenu.</li> </ul>

### 1.5.3. Distribution de revenu, éducation et marché du travail

#### 👉 Les déterminants de la participation des femmes au marché du travail au Bénin

Auteur	Paul CECE, Enseignant-Chercheur, Université Général Lansana Conté de Sonfonia
Question de recherche	Quels sont les facteurs susceptibles d'influencer la participation des femmes au marché du travail au Bénin?
Outils d'analyse	✓ Régression logit
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les femmes béninoises chefs de ménage ont 1,62 fois plus de chance de participer à l'activité économique par rapport aux autres membres de la famille.</li> <li>✓ Le niveau d'éducation n'a aucune influence sur la participation des femmes béninoises au marché du travail.</li> <li>✓ Comparativement aux femmes célibataires, les femmes mariées ont moins de chance d'être active sur le marché du travail.</li> </ul>

#### 👉 Éducation, employabilité et choix d'occupation des femmes au Mali : une comparaison zone urbaine/rurale

Auteurs	Fadogoni DIALLO, Enseignant-chercheur FSEG, Bamako (Mali) Bréïma TRAORE, Enseignant-chercheur FSEG, Bamako (Mali) Adama O. TRAORE, Enseignant-chercheur FSEG, Bamako (Mali)
Question de recherche	Quels sont les facteurs déterminant l'employabilité et le type d'emploi des femmes à un emploi ?
Outils d'analyse	✓ Économétrie des variables qualitatives (logit, tobit)
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le niveau d'éducation des femmes a un effet négatif sur la probabilité de leur insertion sur le marché du travail et leur choix d'occuper un emploi indépendamment du milieu.</li> <li>✓ L'éducation réduit la chance d'employabilité des femmes.</li> <li>✓ En milieu rural, l'alphabétisation accroît la probabilité d'insertion des femmes sur le marché de l'emploi.</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La probabilité pour les femmes d'occuper un emploi s'apprécie avec l'alphabétisation.</li> <li>✓ L'analyse indique aussi que, le niveau d'éducation du chef de ménage a un effet positif et significatif sur le choix d'occupation des femmes en zone urbaine, mais négativement significatif en milieu rural.</li> </ul>
--	--

### ☞ **Les inégalités de revenus au Niger : les enseignements de l'Enquête sur les conditions de vie des ménages agricoles**

Auteurs	<p>Malam Maman Nafiou, Professeur des Universités CAMES, Laboratoire d'Etudes et de Recherche sur l'Émergence Économique (LAEREE), Faculté des Sciences Économiques et de gestion, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)</p> <p>Issa Guiré Boureima, Doctorant en Sciences Économiques à l'Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)</p> <p>Keita Mahamadou, Doctorant en Sciences Économiques à l'Université Gaston Berger de Dakar (Sénégal)</p>
Question de recherche	Quels sont les niveaux et les tendances des inégalités de revenu au Niger ?
Outils d'analyse	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Statistique descriptive</li> <li>✓ Indice de Gini</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ les inégalités de revenus sont élevées au Niger. Elles varient en fonction du milieu de résidence, de genre du chef de ménage et des régions.</li> <li>✓ les disparités de revenus sont plus importantes en milieu urbain, chez les femmes ainsi que dans les régions de Maradi et Niamey.</li> <li>✓ Les écarts se creusent continuellement au fil des années au profit des plus riches avec une amélioration des conditions de vie des classes aisées alors que celles des classes démunies se détériorent sur la période 2005-2014.</li> </ul>

## 1.5.4. Genre et inégalités

### ☞ **Genre et déficit de cycle de vie au Mali**

Auteurs	<p>Sadou DOUMBO, Coordinateur Cellule ONDD Mali et NTA Mali</p> <p>Moussa SIDIBE, Coordinateur National du projet SWEDD – Mali</p> <p>Dramane Coulibaly, Expert Analyse et Modélisation, Cellule ONDD – Mali</p> <p>Robert DABOU, Chargé de projet, Projet SWEDD / WB – Mali</p>
Question de recherche	Dans quelle mesure, l'âge, le sexe et le milieu de résidence déterminent-ils le déficit de cycle de vie (LCD) ?
Outils d'analyse	✓ Méthodologie NTA (Compte nationaux de transferts)
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le déficit du cycle de vie (LCD) est essentiellement le fait des jeunes qui présentent un déficit de 3 455 milliards de FCFA en 2017 contre 48 milliards pour les seniors. Les jeunes restent encore dépendants économiquement jusqu'à l'âge de 28 ans, avec près de deux-tiers de la consommation et seulement un quart de la production de revenu du travail.</li> <li>✓ Le LCD est fortement déterminé par la situation économique des femmes qui consomment autant que les hommes mais ne produisent que 21,7% du revenu du travail.</li> <li>✓ L'urbanisation au Mali ne s'accompagne pas d'une transformation structurelle de l'économie, les citadins dégagent un plus fort niveau de LCD et un niveau de consommation plus élevé comparativement à leur poids démographique.</li> </ul>

### ☞ **Les inégalités de genre en matière d'éducation et les inégalités de revenus en Afrique subsaharienne**

Auteurs	<p>Ousmane DJIBO, Doctorant en Économie, Département d'Économie, Laboratoire d'études et de recherche sur l'émergence économique, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion, Université Abdou Moumouni de Niamey, Niger</p> <p>Maman Nafiou MALAM, Enseignant-Chercheur, Département d'Économie, Laboratoire d'études et de recherche sur l'émergence économique, Faculté des</p>
---------	--

	Sciences Économiques et de Gestion, Université Abdou Moumouni de Niamey, Niger
Question de recherche	L'amélioration du ratio filles/garçons des inscriptions au primaire et au secondaire réduit-elle les inégalités de revenus en Afrique subsaharienne ?
Outils d'analyse	✓ Économétrie : méthode d'estimation des doubles moindres carrés ordinaires sur des données en panel
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'amélioration du taux brut de scolarisation des filles au primaire par rapport à celui des garçons réduit les inégalités de revenus en Afrique subsaharienne.</li> <li>✓ L'amélioration du taux brut de scolarisation des filles au secondaire par rapport à celui des garçons n'a pas d'impact significatif sur les inégalités de revenus.</li> <li>✓ L'accroissement des dépenses de consommation finale du gouvernement rapportées au PIB et du taux de pauvreté ont tendance à augmenter les inégalités de revenus dans les pays en Afrique subsaharienne</li> </ul>

### ☞ Impact des transferts de fonds des migrants sur la pauvreté au Mali

Auteurs	Moustapha DEMBELE, Doctorant, Institut de pédagogie universitaire (IPU) Issiaka COULIBALY, Enseignant chercheur, Université des sciences sociales et de gestion de Bamako (USSGB)
Question de recherche	Quel est l'impact des transferts réalisés par les migrants sur la pauvreté au Mali ?
Outils d'analyse	✓ Économétrie : modèle à double sélection d'Heckman
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les transferts de fonds ont contribué à la réduction de la pauvreté au Mali à hauteur de 34,93 % en présence de transferts internes et de 42,33 % en présence de transferts internationaux.</li> <li>✓ De manière générale, les ménages pauvres bénéficiant des transferts de fonds ont des dépenses en dessous, mais assez proches du seuil de 175.000 FCFA par rapport aux ménages non bénéficiaires de transferts de fonds. Cela correspond à une baisse de 37,95 % en présence de transferts de fonds internes et de 42,29 % en présence de transferts de fonds internationaux.</li> <li>✓ L'étude a révélé une réduction des inégalités de près de 1,56 points soit environ 32,2 % en présence de transferts de fonds internes et 2,09 points soit 43,5 % en présence de transferts internationaux.</li> </ul>

### ☞ Mesure de la privation multidimensionnelle au Mali à partir des données Afrobarometer du Round 7

Auteurs	Lansine SOUNTOURA, Enseignant-chercheur, Université des sciences sociales et de gestion de Bamako (USSGB) Massa Coulibaly, Enseignant-chercheur, Université des sciences sociales et de gestion de Bamako (USSGB)
Question de recherche	Dans quelle mesure les maliens sont-ils privés de services et infrastructures sociaux de base ?
Outils d'analyse	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Statistique descriptive</li> <li>✓ Indice composite</li> <li>✓ Économétrie des variables qualitatives : modèle logit</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les privations vont de zéro à 20 items sur les 23. Personne ne cumule 23 privations, 0,2% des individus sont sans aucune privation, 46,5% ont au plus 8 privations d'où 53,5% avec plus de 8 privations (privations multidimensionnelles). Le nombre médian de privations est 9.</li> <li>✓ Les individus sont les plus privés de : électricité (95%), ordinateur (87%), compte bancaire (75%), réseau électrique (70%), eau potable (66%), instruction (64%) et adduction à l'eau (63,7%).</li> <li>✓ l'indice de la privation multidimensionnelle se chiffre à 0,27 pour l'ensemble du pays avec des disparités entre régions administratives, sexes, niveaux d'instruction, âges et milieux de résidence</li> <li>✓ Les individus sans aucun niveau d'éducation sont 24 fois plus susceptibles d'être privés que ceux ayant un niveau supérieur, 10 fois plus que ceux du secondaire et près de 5 fois plus que ceux avec le niveau primaire. On est 6 fois plus privé en milieu rural qu'en milieu urbain.</li> </ul>

## 1.5.5. D'autres dimensions d'inégalité

### 👉 Opportunités de technologie numérique en Afrique

Auteur	J. Dirck Stryker, Président et économiste en chef, J Dirck Stryker Conseil
Question de recherche	Comment la technologie numérique a-t-elle changé le paysage économique en Afrique en créant des opportunités d'innovation, d'investissement, de retour à l'acquisition de compétences et d'effets multiplicateurs secondaires sur la croissance et l'emploi ? Quels sont les obstacles à la transformation technologique en Afrique et qu'est-ce qui doit être fait pour les surmonter ?
Outils d'analyse	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Revue documentaire</li> <li>✓ Entrevues avec des travailleurs, des employeurs, des éducateurs, des législateurs, des défenseurs et d'autres personnes immergées dans ces questions.</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Avantages : un revenu et un emploi qualifié à ceux qui sont impliqués en tant qu'innovateurs et entrepreneurs, leurs utilisateurs, dont beaucoup deviennent eux-mêmes des innovateurs et des entrepreneurs</li> <li>✓ le multiplicateur de l'innovation peut atteindre jusqu'à cinq, c'est-à-dire que les effets indirects sont cinq fois plus importants que les effets directs sur le revenu et l'emploi, une plus grande égalité de la répartition des revenus</li> <li>✓ l'une des préoccupations est le remplacement des humains qui font des tâches relativement routinières.</li> <li>✓ Obstacles : absence de cadre stratégique et de législation sur les données, pénurie de compétences techniques, insuffisance d'infrastructures (électricité, internet par exemple)</li> <li>✓ Solutions : Encourageant les jeunes filles et les femmes à embrasser les domaines STIM, développer les sources d'énergies alternatives (les panneaux solaires, les éoliennes, l'hydroélectricité), augmenter considérablement la capacité des câbles Internet sous-marins reliant l'Afrique au reste du monde.</li> </ul>

### 👉 Un imbroglio bureaucratique de la gouvernance foncière urbaine à Bamako – Mali

Auteurs	Lamine Doumbia, Chargé de recherches DHI-CREPOS · Université de Bayreuth Fatoumata CAMARA, Enseignante-chercheuse, USSGB/FHG, Bamako
Question de recherche	Le domaine public des collectivités et le domaine de l'État sont-ils un mythe ou une réalité ? Quel type de légitimité devrait primer en matière domaniale ?
Outils d'analyse	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La triangulation des méthodes en sciences sociales en général et particulièrement en anthropologie sociale</li> <li>✓ Les interviews narratives et qualitatives avec les déguerpis et les agents de l'administration communale,</li> <li>✓ L'observation participante des acteurs interagissant dans leurs activités de revendication de droit.</li> <li>✓ Revue documentaire</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'imbroglio de la gestion du foncier urbain au Mali repose sur un pluralisme incompris à la fois juridique et institutionnel. Le foncier n'est pas que de droit</li> <li>✓ Quand la décentralisation, qui est un instrument d'amorçage de la démocratisation même au niveau local, est mal appliquée, elle débouche sur des périls comme la multiplicité des autorités chargées à délivrer des titres administratifs d'occupation ou de propriété.</li> <li>✓ L'appropriation foncière et l'accès aux ressources sont soumis à des règles non écrites.</li> <li>✓ Les litiges sont réglés par des instances de conciliation et d'arbitrage jouissant d'une légitimité sociale mais dans la pratique on assiste à une superposition de droits, et les acteurs jouent sur les différents registres en fonction de leurs intérêts.</li> <li>✓ L'État doit donc transférer une partie de ses prérogatives aux instances locales, pour une nécessaire harmonisation des droits.</li> <li>✓ Seule une symbiose axée sur les pratiques locales et réalisée par tous les intervenants pourrait avoir droit de cité</li> </ul>

## ☞ L'extrême pauvreté multidimensionnelle des femmes au Niger : mesure et facteurs explicatifs

Auteurs	Bouréïma Issa Guiré, Doctorant en Sciences Économiques à l'Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger) Maman Malam Nafiou, Professeur en Sciences Économiques de l'Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
Question de recherche	Quels sont les niveaux et les facteurs déterminants de l'extrême pauvreté multidimensionnelle des femmes au Niger
Outils d'analyse	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Indice de pauvreté multidimensionnelle Alkire et Foster</li> <li>✓ Économétrie des variables qualitatives (modèle logit)</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Une proportion non négligeable (27,92%) des femmes vit dans l'extrême pauvreté multidimensionnelle.</li> <li>✓ Les facteurs concourant à l'explication de ces privations sont entre autres l'âge de la femme, son activité économique, l'éducation du chef de ménage, et la charge des travaux domestiques (temps mis pour la collecte d'eau ou du bois).</li> <li>✓ Les femmes âgées sont plus exposées à des multiples privations comparées aux femmes relativement jeunes.</li> <li>✓ Lorsque le chef de ménage est instruit, les femmes résidant dans le ménage sont moins pauvres.</li> <li>✓ Le risque d'aggravation de la pauvreté des femmes augmente en basculant du milieu urbain vers le rural.</li> </ul>

## 1.6. Offres diverses d'études et de recherche

### ☞ Etude sur les mutilations génitales féminines dans la région de Tombouctou

Partenaire	Direction nationale de la population
Contexte	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le Mali s'est engagé depuis la Conférence internationale sur la population et le développement de 1994 à intégrer les questions de population dans les politiques et programmes de développement. Ainsi, les pays pouvaient améliorer leur performance dans les domaines de la santé maternelle et infantile, les violences basées sur le genre entre autres. Quelques résultats ont été observés à l'issue de ces politiques et programmes. Aussi, le taux de mortalité maternelle est passé de 577 en 1995 (une année après la conférence internationale) à 325 décès pour 100'000 naissances vivantes (EDSM VI, 2018) en passant par 368 décès en 2012. De plus, quotients de mortalité infantile, juvénile et infanto-juvénile sont passés de 122, 131 et 237 en 1995 à 54, 49 et 101 en 2018. Il faut noter que les plus forts taux de mortalité sont observés en milieu rural comparativement au milieu urbain au Mali.</li> <li>✓ Bien qu'encourageants, ces résultats ne permettent pas d'atteindre pas les objectifs pour le développement (ODD) en matière de santé de la reproduction définie par l'OMS (2000) par "un état de bien-être physique, mental et social de la personne humaine pour tout ce qui concerne l'appareil génital, ses fonctions et son fonctionnement, et non pas seulement l'absence de maladies ou d'infirmités". Autrement dit, cette définition offre la possibilité aux personnes de se reproduire sans risque pour les femmes dans les bonnes conditions, en général. Pour les jeunes et les adolescents en particulier, il s'agit d'une éducation à la vie familiale, de la lutte contre les pratiques sexuelles à risque, surtout les mutilations génitales féminines (MGF).</li> </ul>
Questions de recherche	<p>L'objectif global de la présente est d'étudier les MGF dans un contexte de forte fécondité et de crise humanitaire et sécuritaire en vue d'améliorer les connaissances sur la pratique des MGF et aider les pouvoirs publics à une meilleure coordination des activités de lutte contre les pratiques néfastes à travers la prise de décision basée sur les évidences. Plus spécifiquement, il s'agira pour GREAT de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Identifier et analyser les causes de la pratique de l'excision dans la région de Tombouctou</li> <li>✓ Déterminer les facteurs explicatifs de la tendance à la hausse de la prévalence des MGF</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Analyser les liens éventuels entre la prévalence des MGF et la situation de crise humanitaire et sécuritaire</li> <li>✓ Appréhender les perceptions, connaissances, attitudes et pratiques des hommes et des femmes en matière de MGF</li> <li>✓ Connaître le vécu sur les plans physique et psychologique des femmes ayant subi une MGF</li> <li>✓ Comprendre le niveau d'influence de la pratique de l'excision sur la vie de couple</li> <li>✓ Connaître les risques sanitaires des MGF au sein de la population</li> <li>✓ Explorer le lien entre la pratique de l'excision et la fécondité</li> <li>✓ Faire ressortir le lien entre la prévalence de l'excision et le niveau d'intervention des acteurs dans la localité</li> <li>✓ Faire des recommandations et suggestions sur la base des propositions de stratégies fournies par les populations de Tombouctou.</li> </ul>
Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Pour atteindre les objectifs de l'étude, l'on combinera les méthodes quantitative et qualitative en vue de recueillir les données nécessaires sur les mutilations génitales féminines dans la région de Tombouctou au Mali.</li> <li>✓ Ainsi, conformément aux TDR, la méthode quantitative sera basée essentiellement sur l'exploitation de données secondaires, en l'occurrence les bases de données des enquêtes EDSM (1995, 2001, 2006, 2012 et 2018). Dans les différentes bases de données, il s'agira pour l'équipe de rechercher les déterminants des MGF dans la région de Tombouctou et d'explorer le degré de connaissance, les attitudes et les pratiques en matière de MGF. Les bases de données des différentes enquêtes démographiques de santé sont disponibles aussi bien au niveau de l'INSTAT que du ministère de la santé.</li> <li>✓ Au-delà de l'exploitation des données EDSM, il sera procédé à la revue de littérature des différentes politiques et programmes du Mali en matière de lutte contre les violences basées sur le genre en général et des MGF en particulier. Cette documentation sera recherchée essentiellement auprès de la direction nationale de la population (DNP), du ministère de la promotion, de la femme, de l'enfant et de la famille (MPFEF).</li> <li>✓ Enfin, l'équipe de recherche va procéder à des recueils de données qualitatives auprès des personnes adultes des deux sexes dans les différents chefs-lieux de cercles de la région de Tombouctou sur la base de la population estimée en 2016 par la direction nationale de la population (DNP, mars 2016). Ainsi, des guides d'entretien seront administrés auprès d'une vingtaine d'informants clés par cercle, soit 100 personnes au total des deux sexes.</li> </ul>
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Mener une enquête quantitative et/ou qualitative représentative sur les besoins, la fourniture de services et les priorités en matière de sécurité et de justice au Mali auprès d'un échantillon représentatif de la population et des agents des services de sécurité (sous réserve de l'accord du ministère)</li> <li>✓ Traiter et analyser l'ensemble des informations recueillies auprès des différentes sources</li> <li>✓ Elaborer un rapport d'étude mettant l'accent sur les différentes conclusions et recommandations dans la perspective MGF au Mali en général et à Tombouctou en particulier.</li> </ul>

☞ **Evaluation finale du programme d'appui à la mise en œuvre de la Résolution 1325 à travers le relèvement économique des femmes affectées par le conflit et la protection de leurs droits**

Partenaire	UN-WOMEN
Contexte	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ En 2012, le Mali a subi une crise multidimensionnelle (sécuritaire, politique et institutionnelle) à la suite de la rébellion indépendantiste combinée au coup d'Etat. Avec ses partenaires, l'Etat du Mali et les groupes armés sont parvenus à la signature d'un Accord de paix issu du processus d'Alger après plusieurs rounds de négociation. Dans la mise en œuvre de cet Accord, des efforts ont été déployés par le Mali et des bailleurs de fonds pour ramener la paix. Ainsi, des efforts ont été consentis en matière non seulement de renforcement des</li> </ul>

	<p>institutions maliennes mais aussi du processus de désarmement, démobilisation et de réintégration des ex-combattants (DDR) et des personnes associées. Ces efforts ont permis de mettre en place le mécanisme opérationnel et de coordination (MOC) de Gao et les différentes commissions prévues dans l'Accord d'Alger. Aussi, l'organisation des élections locales et la désignation des membres des autorités intérimaires sont le fruit de l'Accord d'Alger.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Si le Mali a pu développer une résilience au niveau économique, le niveau humanitaire quant à lui demeure un enjeu important pour la survie du pays. Ainsi, l'insécurité s'est déplacée du Nord vers le centre du pays. Cette insécurité est caractérisée par des conflits intercommunautaires qui sont en train de faire des morts aussi bien au niveau des forces de défense et de sécurité que des populations civiles (massacres des militaires des camps de Nampala, Ogossagou, etc.). Ces situations d'insécurité et de violence ont entraîné des déplacements de population du centre vers les grands centres urbains (Bamako, Ségou, etc.) et vers des pays limitrophes (Burkina Faso).</li> <li>✓ Au Mali, les femmes ont été les plus grandes victimes de l'insécurité et de l'extrémisme violent avec son corollaire de pertes de maris, de viols, de mariages forcés et autres atrocités. Aussi, leur participation au dialogue et au processus de négociation a été presque marginale malgré les activités de plaidoyer menées avec l'appui de certains partenaires. Malgré l'existence des résolutions 1235 et 2242, les femmes risquent d'être marginalisées dans les programmes de relèvement post-conflit et des dividendes de la paix. Il faut dire plusieurs catégories de femmes sont présentes ici, à savoir les femmes déplacées, les rapatriées, les femmes victimes de violences, les ex-combattantes et associées aux groupes ou faction de combattants.</li> <li>✓ L'insécurité et la tendance islamiste développées au centre risquent d'aggraver les indicateurs de violence du Mali qui sont par ailleurs parmi les plus élevées en Afrique. C'est pourquoi, la protection des femmes doit passer obligatoirement par la prise en compte de la lutte contre les violences. Il est donc possible d'énumérer 5 contraintes majeures pour la participation des femmes. Il s'agit de la faible maîtrise des instruments internationaux par les acteurs sur le rôle et la place des femmes, le faible niveau d'organisation et d'engagement des femmes, des réponses non planifiées et conçues dans l'urgence, l'insuffisance des financements des programmes et les contraintes socio-culturelles pour l'autonomisation des femmes.</li> <li>✓ C'est en réponse à ces contraintes que l'ONU Femmes a initié un programme de renforcement des femmes et la protection de leurs droits socioéconomiques dans les zones affectées par le conflit dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action national d'application de la résolution 1235 sur la période 2015-2018</li> </ul>
<p>Questions de recherche</p>	<p>Le but de la présente évaluation finale, couvrant la période janvier 2018 à décembre 2019, vise aussi bien à situer tous les acteurs sur l'atteinte des objectifs du programme qu'à la consolidation des leçons apprises. Ces résultats contribueront également à l'élaboration de nouveaux programmes d'implication, de protection, de participation des femmes à la consolidation de la paix à travers les actions de prévention et de gestion des conflits.</p> <p>De même, ONU-Femmes vise à travers cette évaluation 4 objectifs généraux qui sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Contribuer à l'élaboration de stratégies efficaces pour améliorer la participation des femmes dans la mise en œuvre et le suivi de l'Accord de paix</li> <li>✓ Améliorer la mise en œuvre des normes et standards en matière de paix et sécurité dans le processus de paix au Mali</li> <li>✓ Contribuer à la prise en compte de la perspective genre dans les mécanismes de paix, cela inclut la représentation des femmes</li> <li>✓ Améliorer l'accès des femmes et des jeunes au sein des mécanismes communautaires de résolution et de gestion des conflits.</li> </ul>
<p>Méthodologie</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Pour la présente évaluation, GREAT va utiliser une méthode qualitative de recueils d'informations auprès des organisations de femmes et de filles affectées (Focus group discussion) et auprès des leaders communautaires, religieux et des responsables des services techniques de l'Etat.</li> <li>✓ Pour chaque commune, 4 FoQus-Group Dirigés (FGD) auprès des femmes/filles</li> </ul>

	<p>affectées par le conflit (victimes de viol, déplacées et rapatriées, ex-combattantes et/ou associées aux combattants et autres femmes/filles) en fonction des types d'appui reçus (qui sont au nombre de 4 si l'on s'en tient aux énoncés des résultats et produits du programme). Il s'agit des femmes/filles bénéficiaires de formation (renforcement de capacités), des AGR, de la fourniture de kits de démarrage et d'autres types d'appui. Au total, GREAT organisera par commune 16 FGD, ce qui fera 128 FGD pour les 8 communes retenues.</p> <p>✓ En plus des FGD, GREAT réalisera des interviews auprès des informants clés dans les cercles et les communes retenus. Il s'agit plus généralement des responsables des ONG partenaires dont la liste sera fournie par ONU Femmes, les leaders religieux et communautaires, les leaders des associations de femmes, les directeurs d'écoles et les responsables de CSCOM. Cela fera au total une dizaine de KII par commune, pour 80 personnes dans l'ensemble.</p>
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Elaboration d'un Rapport de conception initial</li> <li>✓ Présentation des conclusions préliminaires et le Pré-Rapport</li> <li>✓ Elaboration du Rapport final</li> <li>✓ Dissémination des résultats du Rapport final</li> </ul>

☞ **Etude de base de la mise en place des zones d'activités électrifiées pour le développement économique et social des communes de Diaramana et Madina**

Partenaire	GERES
Contexte	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Au Mali, le tissu entrepreneurial souffre d'un manque d'accès à une électricité conforme à ses besoins. Des solutions décentralisées se déploient progressivement sur le territoire national à l'initiative d'opérateurs d'électrification rurale. Néanmoins, pour l'instant, ces mini-réseaux privilégient davantage les besoins des ménages que ceux des entreprises, que ce soit sur le plan technique comme commercial. Le service fourni ne répond pas aux spécificités des clients productifs, à la fois en terme d'horaires (disponibilité de l'électricité généralement de 16h à minuit) mais aussi en terme de qualité du courant électrique (impossibilité du réseau à absorber de forts appels de puissance de certaines machines). Devant ces difficultés, les entreprises s'en remettent le plus souvent à l'utilisation de groupes électrogènes, subissant ainsi les charges importantes de carburant et la volatilité des prix. Pourtant, ces Très Petites Entreprises (TPE) [en milieu rural, il peut s'agir de boulangeries, de menuiseries, d'ateliers de transformation, de couture, d'unité de production de jus, de savon, ou encore de multiservices informatique] représentent une demande solvable, et un important facteur de développement économique local, avec des retombées qui pourraient se traduire positivement à la fois sur les revenus des entreprises, le soutien à la création d'emplois locaux, les recettes fiscales pour les acteurs publics et la fourniture de produits et de services primordiaux pour les populations résidentes.</li> <li>✓ Au-delà des TPE, il existe des groupements qui exploitent des périmètres maraichers et qui contribuent au développement d'activités génératrices de revenus et à la sécurité alimentaire des populations. Ils ont de leur côté, une demande énergétique croissante notamment pour l'irrigation par pompage de leurs cultures</li> </ul>
Questions de recherche	L'étude a pour objectif d'établir une ligne de base (situation de référence) dans les communes de Madina et de Diaramana, qui sont les 2 localités identifiées pour la réalisation des deux prochaines ZAE et l'aménagement des périmètres maraichers.
Méthodologie	Pour atteindre les objectifs de l'étude, l'on procédera à une enquête aussi bien quantitative que qualitative en vue de recueillir les données sur le tissu économique et la dimension économique des deux communes cibles du projet. Ce recueil d'informations vient compléter les données primaires recueillies auprès des services techniques et des partenaires techniques et financiers.
Résultats attendus	Il est attendu de la présente étude la caractérisation économique et sociale des zones d'activités économiques des communes de Diaramana et de Madina.

☞ **Sécurité pour tous : Promotion de la sécurité inclusive et de la gouvernance démocratique à travers la participation des OSC au Mali, au Nigéria, au Cameroun et dans la région élargie de la CEDEAO**

Partenaire	Centre d'études et de recherche au Mali
Contexte	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ De l'indépendance à nos jours, les questions de sécurité ont été exclues de débat public et du contrôle démocratique de sorte que, pour tous les citoyens, la sécurité était un domaine exclusivement réservé aux services de sécurité. Cela a entraîné un désintérêt total de la société civile pour la gouvernance de ce secteur. Cette situation s'est avérée au fil du temps fort préjudiciable à l'efficacité des services de sécurité, notamment lorsque ceux-ci ont eu besoin de la collaboration de la population dans la lutte contre l'insécurité et la criminalité organisée. Au lieu d'une collaboration franche entre civil et force de l'ordre, on a assisté à l'installation d'un climat de méfiance voire de désamour entre les deux.</li> <li>✓ Les rebellions répétitives que connaît le pays en sont la preuve de cette situation. D'ailleurs, les événements tragiques et la débâcle militaire, de Mars 2012 ont permis à l'ensemble des acteurs nationaux et aux partenaires du Mali de constater que la double-crise institutionnelle et sécuritaire qui perdure jusque-là est la conséquence directe, entre autres, des insuffisances de ce système sécuritaire inadapté et désuet. Ainsi, dans certains échanges et termes des accords pour la paix (Accord d'Alger 2015), l'idée d'une révision de la gouvernance sécuritaire s'est imposée comme une des solutions qui devaient aller "bien au-delà de la seule restauration des capacités opérationnelles des forces de défense et de sécurité (FDS) dans le cadre de la réforme du système de sécurité (volet RSS) du processus de stabilisation du pays".</li> <li>✓ Aussi, depuis l'avènement de la démocratie, plusieurs initiatives pour reformer le secteur de la sécurité furent entreprises parmi lesquelles on peut retenir l'adoption du Code de Conduite des Forces Armées et de Sécurité (1997), les "Journées de Réflexion de la Police Nationale" (2001), les "États Généraux de la Sécurité et de la Paix au Mali" (2005), le document Cadre de Politique Nationale de Sécurité Intérieure et de Protection Civile (2010), le Programme de Gouvernance Partagée de la Sécurité et de la Paix au Mali (PGPSP), émanation des "Etats Généraux de la Sécurité et de la Paix au Mali" (2005), l'étude exploratoire sur la gouvernance démocratique de la sécurité réalisée par la FES en 2004.</li> </ul>
Questions de recherche	<p>L'objectif principal de cette étude est de mener trois (03) études (notamment ceux des régions de Kayes, Mopti et Gao au Mali) dont les résultats seront mis à la disposition de l'ensemble des acteurs/partenaires afin de mieux les outiller, quant à l'identification des lacunes et la promotion des bonnes pratiques dans la mise en œuvre de la RSS aux niveaux local, national et régional. De façon spécifique, chaque étude aura pour objectifs de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Faire l'état des lieux du processus de mise en œuvre de la RSS dans la région administrative en question ;</li> <li>✓ Identifier les défis d'ordre local, national et international (espace CEDEAO), les contraintes et autres insuffisances qui causent la faible implication/participation et la non-prise en compte des besoins sécuritaires des communautés dans le processus de la RSS ;</li> <li>✓ Evaluer le niveau de prise en compte de la dimension Genre et des aspects sexo-spécifiques, aussi bien au niveau des organisations féminines qu'à celui des groupes vulnérables et/ou marginalisés (jeunes, déplacés/réfugiés, personnes vivant avec un handicap, etc.)</li> <li>✓ Mettre en exergue les bonnes pratiques adoptées par les communautés aux différents échelons territoriaux par rapport au processus d'appropriation de la RSS</li> <li>✓ Formuler des recommandations pertinentes pour une plus grande implication et une prise en charge des besoins sécuritaires exprimés par les organisations de la société civile</li> <li>✓ Partager les résultats de l'étude avec l'ensemble des participants à travers l'organisation d'ateliers de restitution et de fora régionaux et nationaux</li> <li>✓ Analyser les implications engendrées ou pouvant être engendrées par la récente crise socio-politique, l'intervention de l'armée, la démission du désormais ex-</li> </ul>

Méthodologie	<p>Président de la République et la mise en route par le Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP) d'une nouvelle transition politico-institutionnelle.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Pour atteindre les objectifs de l'étude, l'approche méthodologique proposée comprend i) une revue de littérature, ii) les enquêtes de terrain et l'analyse des données recueillies, iii) la rédaction de rapports.</li> <li>✓ La collecte de données primaires concerne des enquêtes qualitatives en vue de recueillir les données nécessaires à une analyse à jour et de qualité sur la RSS auprès des OSC. Les données seront collectées par des entretiens qualitatifs auprès d'informateurs clés (KII) et par des discussions en focus groupes (FGD) auprès de la population civile.</li> </ul>
Résultats attendus	<p>Les principaux résultats attendus sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'état d'avancement de la mise en œuvre de la RSS dans chacune des régions administratives concernées est connu</li> <li>✓ Les défis, les contraintes et les besoins sécuritaires des organisations de la société civile sont identifiés et analysés</li> <li>✓ Le niveau de prise en compte des groupes vulnérables, de la dimension Genre/Equité dans le processus de mise en œuvre de la RSS est analysé</li> <li>✓ Les bonnes pratiques qui favorisent une plus grande appropriation de la RSS aux différents échelons territoriaux sont identifiées et analysées</li> <li>✓ Les recommandations pour une implication effective de la société civile dans la RSS sont disponibles.</li> </ul>

## 👉 Amélioration de la participation et de l'engagement civique au Mali

Partenaire	OSIWA
Contexte	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le Mali traverse une période d'instabilité et de conflit depuis le coup d'État militaire de 2012 et l'occupation du nord du pays par des groupes armés. Une intervention militaire a été lancée en janvier 2013 sous l'égide de la France, avant que la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) ne prenne le relais en juillet 2014.</li> <li>✓ Au plan économique, la croissance économique a ralenti pour la troisième année consécutive à 4,7 % en 2018, en raison de la propagation de l'insécurité dans les régions du centre. Néanmoins, la croissance est restée élevée grâce à une production aurifère satisfaisante et à une bonne campagne agricole. Du côté de la demande, l'investissement public a diminué de 2,4 points de pourcentage du PIB, le gouvernement ayant dû consolider ses dépenses en raison de la chute des recettes. L'inflation a légèrement diminué, passant de 1,8 % en 2017 à 1,7 % en 2018, sous l'effet de conditions météorologiques favorables et de la bonne production agricole qui en a résulté.</li> <li>✓ Pour sortir de sa crise multiforme, le Mali devra avoir pour ambition d'ouvrir une nouvelle page de son histoire en incluant l'ensemble des forces vives du pays. Cette ambition ne pourra se matérialiser qu'avec des actions fortes visant à restaurer la confiance non seulement dans la classe politique mais également dans la gestion des affaires publiques et plus largement dans la légitimité de l'action publique. En tant que vecteur de consolidation des institutions de l'Etat et de la démocratie, la prévention et la lutte anticorruption prennent à cet égard une importance nouvelle. Au Mali, la lutte anti-corruption s'est jusque-là traduite essentiellement par trois formes de contrôle : un contrôle administratif dévolu à un certain nombre de structures avec un mandat a priori et a posteriori (dont le cadre de coordination et d'harmonisation est piloté par le Contrôle Général des Services Publics), un contrôle juridictionnel relevant de la compétence de la section des Comptes de la Cour Suprême, un contrôle parlementaire (prérogative de l'Assemblée nationale) dans le cadre de la loi de règlement du budget.</li> <li>✓ La gouvernance démocratique, la réforme du secteur public et la lutte contre la corruption demeurent des axes importants des politiques de développement du pays. Bien que ce ne soit pas un phénomène récent, la corruption semble s'être aggravée avec le processus de démocratisation, l'intensification de l'aide au développement et la croissance du secteur privé. Plusieurs facteurs – le pouvoir discrétionnaire de l'administration, le rôle important de l'informel dans les affaires – rendent la lutte difficile. En outre, la recherche de compromis qui</li> </ul>

	<p>caractérise la vie sociale, politique et économique au Mali a nourri une culture de tolérance et d'impunité. Ces conditions font aussi obstacle aux nouvelles politiques en matière de gouvernance locale. Le gouvernement a opté pour la décentralisation comme instrument d'une meilleure participation des citoyens aux processus de décision et de développement. Mais, en dépit de progrès importants en matière de gouvernance politique, le transfert du pouvoir, des compétences et des ressources vers les collectivités locales n'a pas avancé comme prévu. Quant à la déconcentration, le centre de gravité et de contrôle de l'administration de l'État reste largement situé au niveau des directions nationales.</p> <p>✓ Cependant, le manque de transparence et les problèmes d'intégrité dans la gestion des affaires publiques et économiques alimentent des frustrations chez certains partenaires au développement, ce qui explique le nombre croissant d'indicateurs de bonne gouvernance qui s'ajoutent régulièrement aux indicateurs de performance utilisés pour garantir l'efficacité de l'appui budgétaire.</p>
Questions de recherche	<p>Nonobstant l'existence du Code de transparence, le Mali peine à ouvrir suffisamment son processus budgétaire aux organisations de la société civile et par conséquent aux citoyens, d'où la faiblesse de l'engagement citoyen. Depuis 2010, le Mali participe à l'évaluation de la transparence, de la participation des citoyens au processus budgétaire tous les deux ans. Le Mali s'est situé régulièrement en dessous de la moyenne mondiale sauf en 2015 où il a légèrement dépassé la moyenne mondiale avec 46% contre 45% et depuis le score du Mali a continué à baisser, se situant à 38% en 2019. Pourtant, des recherches et études à travers le monde ont montré l'importance de la transparence budgétaire et de la participation citoyenne au processus budgétaire (IBP, FMI, WB, etc.).</p> <p>Une des hypothèses de la participation citoyenne au processus budgétaire réside dans le fait que les citoyens s'engagent au sein de leur communauté. Ainsi, selon les enquêtes d'Afrobarometer (2017), moins d'un malien a contacté un député ou un officiel du gouvernement pour adresser un problème de la communauté, avec respectivement 7% pour la première catégorie et 9.6% pour la seconde. En matière de participation, les maliens sont majoritairement enclins à venir assister aux réunions de la communauté pour près de neuf (9) maliens sur dix (10) et d'adhérer à un groupe communautaire pour près de 60% des sondés (plus exactement 59.6%). Dans le même ordre d'idée, Kuepie et Sougané (2014), dans leur article sur la participation citoyenne au Mali, ont montré que peu de maliens participent aux activités politiques (près de 19%) et encore moins aux mouvements sociaux pour seulement 14.2%. Cela se pose avec plus d'acuité si nous nous référons au processus budgétaire qui est un domaine assez complexe et spécialisé.</p>
Méthodologie	<p>GREAT adopte une approche basée sur la transparence, la responsabilité et de l'engagement des citoyens qui nécessite de comprendre les problèmes fondamentaux (études-recherche) qui conduisent à de mauvais résultats en matière de services de délivrance de services publics.</p>
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Capacité renforcée des OSC en plaidoyer</li> <li>✓ Mise en place d'une coalition des OSC et des parties prenantes sur le budget</li> <li>✓ Prise en compte des recommandations de la coalition par l'exécutif</li> <li>✓ Publication et diffusion d'articles sur les résultats de recherche.</li> </ul>

## 2. Enquêtes



Tout comme en 2019, en 2020, GREAT a mené au total huit enquêtes parmi lesquelles deux sont des enquêtes de routine depuis environ une vingtaine à savoir l'enquête sur la compétitivité des entreprises réalisée chaque année grâce au partenariat avec World Economic Forum et celle sur la qualité de la démocratie et de la gouvernance au Mali réalisée bi-annuellement grâce au partenariat avec le

réseau Afrobarometer. En plus de ces deux enquêtes de routine, on retient les enquêtes sur (i) l'inégalité de genre, violence basées sur le genre et autres pratiques néfastes, (ii) le COVID-19 (enquête qualitative), (iii) le projet de financement agricole et rural au Mali, (iv) le programme d'engagement communautaire, (v) Intergenre de l'UEOMA : l'impact de l'intégration régionale sur le pouvoir économique des femmes et les relations de genre dans la zone UEMOA, (vi) Façonner les processus politiques par la voix des citoyens en Afrique de l'Ouest francophone: les arts comme vecteur de co-construction du savoir.

### 👉 Enquête auprès des chefs d'entreprises pour le Rapport sur la compétitivité mondiale

Objet	Rapport sur la compétitivité mondiale des entreprises 2020
Domaines d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Données générales sur l'entreprise, activités et stratégies</li> <li>✓ Infrastructures</li> <li>✓ Innovation et technologie</li> <li>✓ Environnement financier</li> <li>✓ Commerce extérieur et investissement</li> <li>✓ Concurrence sur le marché domestique</li> <li>✓ Conduite des affaires et innovation</li> <li>✓ Sécurité</li> <li>✓ Gouvernance</li> <li>✓ Education et capital humain</li> <li>✓ Risque</li> </ul>
Partenaire	World Economic Forum
Durée	3 mois
Période	Février – avril 2020
Echantillon	entreprises dans les régions de Sikasso, Ségou et Bamako
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Correspondance aux entreprises</li> <li>✓ Dépôt des questionnaires auprès des entreprises</li> <li>✓ Récupération des questionnaires remplis</li> <li>✓ Envoi des questionnaires remplis à World Economic Forum</li> </ul>

### 👉 Enquête Afrobarometer

Objet	Perception des maliens sur la qualité de la démocratie et de la gouvernance au Mali
Domaines d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Identification de la section d'énumération et sélection du répondant</li> <li>✓ Information sur le répondant</li> <li>✓ Information sur les conditions économiques</li> <li>✓ Election présidentielle de 2018</li> <li>✓ Type de société dans le pays</li> <li>✓ Système politique dans le pays</li> <li>✓ Système fiscal dans le pays</li> <li>✓ Performance du gouvernement actuel dans le pays</li> <li>✓ Médias et sources d'informations sur la politique et autres sujets</li> <li>✓ Rôle du gouvernement dans la régulation du partage des informations, et les</li> </ul>

	<p>sources d'informations.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Interaction avec les autres pays de l'Afrique de l'Ouest et du monde.</li> <li>✓ Type de sécurité dans le pays</li> <li>✓ Chefs traditionnels et leur rôle dans la vie politique et la gouvernance dans le pays</li> <li>✓ Conditions sociodémographiques</li> </ul>
Partenaire	Afrobarometer
Durée	2 semaines
Période	16 mars au 03 avril 2020
Echantillon	1200 hommes et femmes âgés de 18 ans et plus dans toutes les régions et le district de Bamako
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Adaptation et finalisation du questionnaire</li> <li>✓ Recrutement et formation des enquêteurs</li> <li>✓ Rédiger le manuel des enquêteurs</li> <li>✓ Planifier la logistique pour les travaux de terrain</li> <li>✓ Enquête sur le terrain</li> <li>✓ Supervision des enquêtes sur le terrain</li> <li>✓ Création et gestion des bases de données sur SPSS</li> <li>✓ Apurement de la base de données</li> <li>✓ Rédaction des communiqués de presse et des dépêches</li> <li>✓ Dissémination des résultats</li> </ul>

#### Enquête Inter genre de l'UEMOA GRAAD

Objet	La contribution de l'intégration régionale, et particulièrement celle du commerce intracommunautaire sur l'autonomisation de la femme dans les pays de l'Union Économique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest
Domaines d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Choix du questionnaire</li> <li>✓ Localisation de l'entreprise</li> <li>✓ Information sur le premier responsable de l'entreprise</li> <li>✓ Statut et caractéristiques sociales de l'entreprise</li> <li>✓ Organisation et gestion de l'entreprise</li> <li>✓ Gestion des rôles, des responsabilités et des rémunérations</li> <li>✓ Dynamiques et caractéristiques économiques de l'entreprise</li> <li>✓ Difficultés, suggestion et recommandations</li> <li>✓ Assise financière et équipement de l'entreprise</li> <li>✓ Contacts</li> <li>✓ Identification de l'employé</li> <li>✓ Conditions de travail et genre</li> <li>✓ Activité de l'employé et vie de ménage</li> <li>✓ Caractéristiques sociodémographiques du ménage</li> <li>✓ Identification du répondant</li> <li>✓ Connaissance de la vie professionnelle de l'employé</li> <li>✓ Questions pour le répondant</li> </ul>
Partenaire	GRAAD, Burkina Faso
Durée	3 semaines
Période	03 novembre au 21 décembre 2020
Echantillon	32 entreprises et 240 employés et leur ménage
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Formation des agents de terrain</li> <li>✓ Mise à disposition des outils de collecte</li> <li>✓ Collecte des données sur le terrain</li> <li>✓ Rédaction du rapport</li> </ul>

## 👉 Enquête ONDD

Objet	Evaluation de l'inégalité de genre, violences basées sur le genre et autres pratiques néfastes
Domaines d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Identification et caractéristique sociodémographique de la SE et sélection du ménage</li> <li>✓ Liste des membres du ménage</li> <li>✓ Habitat et conditions de vie</li> <li>✓ Mariage, excision, fistule et décès maternel</li> <li>✓ De la communauté</li> <li>✓ Sélection des répondantes /répondants</li> <li>✓ Quelques questions préliminaires sur la répondante</li> <li>✓ Episodes de violences</li> <li>✓ Planification familiale et santé de la reproduction</li> <li>✓ Décision et autonomisation de la femme</li> </ul>
Partenaire	ONDD, UNFPA
Durée	2 semaines
Période	15 - 30 septembre 2020
Echantillon	1200 ménages à Bamako, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou et Gao
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Finalisation des guides et du questionnaire,</li> <li>✓ Recrutement et formation des enquêteurs</li> <li>✓ Elaboration du programme de Collecte de données sur ODK</li> <li>✓ Planifier la logistique pour les travaux de terrain</li> <li>✓ Enquête sur le terrain</li> <li>✓ Supervision des enquêtes sur le terrain</li> <li>✓ Création et suivi des données sur serveur</li> <li>✓ Récupération des données sur SPSS</li> <li>✓ Apurement de la base de données</li> <li>✓ Rédaction des rapports</li> </ul>

## 👉 Enquête MSI

Objet	Vérifier la participation et les contributions des organisations à base communautaire (OCB) dans l'élaboration et la révision du plan communal annuel 2019, et l'inclusion des besoins ou des priorités en matière d'assainissement et d'hygiène de l'eau (WASH) dans ces plans
Domaines d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Localisation et identification des OCB</li> <li>✓ Information sur le répondant</li> <li>✓ Expériences des OCB</li> </ul>
Partenaire	MSI
Durée	2 jours
Période	09 à 10 avril 2020
Echantillon	13 réunions à Mopti et Bandiagara
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Recrutement formation des enquêteurs</li> <li>✓ Collecte de données</li> </ul>

## 👉 Enquête Citizen Voice

Objet	Façonner les processus politiques par la voix des citoyens en Afrique de l'Ouest francophone: les arts comme vecteur de co-construction du savoir
Domaines d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Citoyenneté</li> <li>✓ Activités menées</li> <li>✓ Politiques publiques</li> </ul>
Partenaire	ISD
Durée	2 semaines
Période	13 - 30 novembre 2020
Echantillon	5 acteurs de l'artisanat
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Finalisation des guides d'entretien</li> <li>✓ Recrutement et formation des enquêteurs</li> <li>✓ Enregistrement des entretiens</li> <li>✓ Transcription des enregistrements</li> <li>✓ Dissémination des résultats</li> </ul>

## ☞ Enquête FARM

Objet	Evaluation de l'inégalité de genre, violences basées sur le genre et autres pratiques néfastes
Domaines d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Localisation et consentement</li> <li>✓ Description des OP</li> <li>✓ Fonctionnement des OP</li> <li>✓ Activités d'autonomisation</li> </ul>
Partenaire	FARM
Durée	5 jours
Période	27 novembre au 02 décembre 2020
Echantillon	43 OP dans arrondissement de Baguineda
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Finalisation du questionnaire,</li> <li>✓ Recrutement et formation des enquêteurs</li> <li>✓ Elaboration du programme de Collecte de données sur ODK</li> <li>✓ Planifier la logistique pour les travaux de terrain</li> <li>✓ Enquête sur le terrain</li> <li>✓ Création et suivi des données sur serveur</li> <li>✓ Récupération des données sur SPSS</li> <li>✓ Apurement de la base de données</li> </ul>

## ☞ Enquête Include

Objet	Stratégies de prévention et mesures de politique sociale face à la COVID-19 et vulnérabilité socioéconomique des ménages au Mali.
Domaines d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Identification de l'Institution et du répondant</li> <li>✓ Mesures de prévention contre la COVID-19 au Mali</li> <li>✓ Mesures de protection sociale face à la COVID-19 au Mali</li> <li>✓ Impacts de la COVID-19 sur les structures sanitaires</li> <li>✓ Impacts de la COVID-19 sur le secteur de l'hôtellerie, restauration et tourisme</li> <li>✓ Impacts de la COVID-19 sur le secteur du transport</li> <li>✓ Impacts de la COVID-19 sur le secteur du commerce import et export</li> <li>✓ Impacts de la COVID-19 sur le secteur de l'industrie</li> <li>✓ Impacts de la COVID-19 sur le secteur des mines</li> <li>✓ Impacts de la COVID-19 sur le secteur bancaire</li> <li>✓ Opinions des leaders communautaires</li> </ul>
Partenaire	INCLUDE
Durée	10 jours
Période	03 au 16 septembre 2020
Echantillon	71 institutions dans le district de Bamako soit plus de 400 personnes.
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Finalisation des guides et du questionnaire,</li> <li>✓ Recrutement et formation des enquêteurs</li> <li>✓ Elaboration du programme de Collecte de données sur ODK</li> <li>✓ Planifier la logistique pour les travaux de terrain</li> <li>✓ Enquête sur le terrain</li> <li>✓ Supervision des enquêtes sur le terrain</li> <li>✓ Création et suivi des données sur serveur</li> <li>✓ Récupération des données sur SPSS</li> <li>✓ Apurement de la base de données</li> <li>✓ Rédaction des rapports</li> </ul>

### 3. Formation et renforcement des capacités



En 2019, GREAT a eu à son actif 2 formations et 13 renforcements de capacité conformément à son programme d'activités et à son plan stratégique. Ces activités portent dans un premier temps sur les formations dispensées par GREAT au profit de ses partenaires et des groupes cibles en Excel appliqué et en Méthodologie de rédaction des résultats de recherche. Dans un second temps, le personnel et les collaborateurs de GREAT ont aussi suivi des formations, notamment en modélisation en équilibre général et calculable (MEGC), en élaboration d'une matrice de comptabilité sociale (MCS), en Modèle MME\_DNPD, en plaidoyer, en technique de GRD, en Excel avancé, en technique de leadership, en logiciel de collecte de données (ODK) en gouvernance et sur le budget (Travail budgétaire de la société civile et redevabilité budgétaire) pour un renforcement de leur capacité en vue de mener à bien leurs activités quotidiennes.

#### 3.1. Ateliers de formation

##### ☞ Atelier de formation de traitement de IPM sur SPSS de AMEDD

Thème	Traitement de IPM sur SPSS
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Installation de Logiciel SPSS</li> <li>✓ Programmation des commandes statistiques</li> <li>✓ Identification de variables</li> <li>✓ Création de nouvelles variables</li> <li>✓ Etablissement des indicateurs individuels de IPM</li> <li>✓ Etablissement du degré de pauvreté multidimensionnelle (DPM)</li> <li>✓ Calcul du nombre de pauvres multidimensionnels dans le ménage</li> <li>✓ Calcul de l'incidence H de la pauvreté</li> <li>✓ Etablissement de l'intensité moyenne de pauvreté A</li> <li>✓ Calcul du nombre total d'indices de pauvreté multidimensionnelle</li> <li>✓ Calcul du nombre moyen d'indices de pauvreté multidimensionnelle (MeanNIndice)</li> <li>✓ Etablissement de l'intensité moyenne de pauvreté</li> <li>✓ Calcul de l'indice IPM de pauvreté multidimensionnelle</li> </ul>
Lieu	Koulikoro
Période	16 – 20 janvier 2020
Durée	5 jours
Organisateur	AMEDD
Formateurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Massa Coulibaly de GREAT</li> <li>✓ Aoua Dembélé ONEF</li> </ul>
Supports	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Logiciel SPSS</li> <li>✓ Base de Données de l'enquête MPI Koutiala 2020</li> <li>✓ Présentation Power Point</li> </ul>
Participants	2 agents de AMEDD
Certification	Sans objet

## 3.2. Renforcement de capacités

### ☞ Formation en leadership

Thème	Travail budgétaire de la société civile
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Module 1. Se connecter les uns aux autres et au contenu</li> <li>✓ Module 2. Comprendre votre rôle dans le changement social</li> <li>✓ Module 3. Finances publiques et politique budgétaire</li> <li>✓ Module 4. Le triangle sociétal</li> <li>✓ Module 5. S'attaquer aux recettes</li> <li>✓ Module 6. Le triangle organisationnel</li> <li>✓ Module 7. Maîtriser les dépenses</li> <li>✓ Module 8. Le triangle personnel</li> <li>✓ Module 9. Aller de l'avant</li> </ul>
Lieu	Rio de Janeiro (Brésil)
Période	3 – 7 février 2020
Durée	5 jours
Organisateur	✓ IBP
Formateur	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Carol Kiangura, IBP Senior Program Officer-SubSaharan Africa</li> <li>✓ Aideen Gilmore, IBP Senior Program Officer</li> <li>✓ Paolo de Renzio, IBP Senior Program Officer</li> <li>✓ Sanjeev Khagram, Director General and Dean of the Thunderbird School of Global Management at Arizona State University and the Foundation Professor of Global Leadership and Global Political Economy</li> </ul>
Supports	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Présentations Power Point</li> <li>✓ Documentation en copies dures</li> </ul>
Participants	12 participants dont 1 de GREAT
Certification	Sans objet

### ☞ Formation en techniques de plaidoyer et de lobbying

Thème	Plaidoyer et lobbying
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Généralités sur le plaidoyer et le lobbying</li> <li>✓ Les acteurs de l'action de plaidoyer</li> <li>✓ Les cibles</li> <li>✓ Les concepts clés</li> <li>✓ Le processus du plaidoyer Vs du lobbying</li> <li>✓ Position des cibles sur la problématique et le message</li> <li>✓ Choix d'un objectif de plaidoyer</li> <li>✓ Plaidoyer Vs les autres approches</li> </ul>
Lieu	Koulikoro (Mali)
Période	10 – 12 août 2020
Durée	3 jours
Organisateur	GREAT
Formateur	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Bakary Doumbia, Président FOSC</li> <li>✓ Modibo Kampo, FOSC</li> </ul>
Supports	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Présentations PowerPoint</li> <li>✓ Documentation en copies dures</li> </ul>
Participants	7 participants de GREAT
Certification	Sans objet

### ☞ Formation en éthique de la recherche

Thème	Piloter l'éthique de la recherche humaine
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Cadre éthique</li> <li>✓ Portée et approche</li> <li>✓ Processus de consentement</li> <li>✓ Justice et équité dans la participation à la recherche</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Gouvernance de l'évaluation de l'éthique de la recherche</li> <li>✓ Conflits d'intérêts</li> <li>✓ Recherche relevant de plusieurs autorités</li> <li>✓ Recherche qualitative</li> <li>✓ Essais cliniques</li> </ul>
Lieu	Bamako (Mali)
Période	2020
Durée	5 jours
Organisateur	✓ Groupe en éthique de la recherche (Canada)
Formateur	✓ En ligne
Supports	✓ Documentation en ligne
Participants	1 participant de GREAT
Certification	Certificat d'accomplissement, novembre 2020

☞ **Atelier de formation pour renforcer le dispositif de cadrage et l'appropriation du modèle de prévision macro-économique MME\_DNPD**

Thème	Renforcer le dispositif de cadrage et l'appropriation du modèle de prévision macro-économique MME_DNPD
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Mise à jour des données des années 2017 et 2018</li> <li>✓ Mise à jour des élasticités économétriquement estimées dans Eviews et leur intégration dans le modèle</li> <li>✓ Actualisation des hypothèses de projection</li> <li>✓ Vérification et correction des formules inappropriées du fait de l'actualisation des cadres comptables</li> <li>✓ Amélioration du fonctionnement du modèle</li> <li>✓ Test du modèle par la projection des années 2017 et 2018</li> <li>✓ Projection sur la période 2019-2022</li> <li>✓ Animation d'une communication sur les pratiques de cadrage macroéconomique.</li> </ul>
Lieu	Bamako
Période	15 au 26 novembre 2020
Durée	12 jours
Organisateur	AFRITAC
Formateurs	Monsieur Serge Jean Edi, expert macro économiste d'AFRISTAT
Supports	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Présentations PowerPoint</li> <li>✓ Documentation abondante en fichiers PDF</li> <li>✓ Documentation en copies dures</li> </ul>
Participants	33 participants dont un de GREAT
Certification	Sans objet

☞ **Atelier de formation en modélisation en équilibre général calculable**

Thème	Formation en MEGC dynamique au CSLP
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Discussions et création d'un scénario de simulation l'APE</li> <li>✓ Analyse des données SYDONIA et MCS</li> <li>✓ Simulation d'une baisse des droits de douane par le groupe</li> <li>✓ Modification du mode de bouclage</li> <li>✓ Préparation du power point de présentation</li> <li>✓ Restitution devant l'Union Européenne</li> </ul>
Lieu	Bamako
Période	10-13 février 2020
Durée	4 jours
Organisateur	CT/CSLP
Formateurs	Madame Céline de Quatrebarbes du FRDI
Supports	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Présentations PowerPoint</li> <li>✓ Documentation abondante en fichiers PDF</li> <li>✓ Documentation en copies dures</li> </ul>
Participants	20 participants dont un de GREAT
Certification	Sans objet

☞ **Formation en analyse de la pauvreté et des inégalités**

Thème	Présentation du modèle SIMALI et perspectives de son utilisation dans les travaux futurs de l'UE
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Descriptive tools for comparing well-being and poverty</li> <li>✓ Introduction to Stata and DASP</li> <li>✓ Introduction to basic statistical inferences</li> <li>✓ Inequality concepts and measures</li> <li>✓ Inequality profiles</li> <li>✓ Poverty indices</li> <li>✓ Poverty lines</li> <li>✓ Decomposing poverty and pro-poor growth and policy</li> <li>✓ Poverty impact of policies and growth</li> <li>✓ Progressivity of taxes and benefits</li> <li>✓ Multidimensional poverty</li> <li>✓ Intra-household allocation and individual poverty</li> <li>✓</li> </ul>
Lieu	Bamako
Période	Mars-mai 2020
Durée	3 mois
Organisateur	PEP
Formateurs	Université Laval
Supports	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Présentations PowerPoint</li> <li>✓ Documentation abondante en fichiers PDF</li> <li>✓ Documentation en copies dures</li> </ul>
Participants	20 participants dont un de GREAT
Certification	Certificat

## 4. Communication et information



En 2020, GREAT a organisé deux disséminations respectivement sur "Crise de confiance et risque sanitaire", et "Corruption, Inégalités et VBG et chômage" et un café sur le thème de la "surveillance épidémiologique au Mali". Il a aussi participé à des conférences, à Bamako et ailleurs ainsi qu'à bien d'autres activités dont les réunions du Comité de prévision et de modélisation, de CIPE, d'IBP, etc. L'évènement phare aura certainement été l'organisation, du 18 au 20 février 2020, des Journées du savoir, commémoratives du 10<sup>ème</sup> anniversaire de GREAT en tant qu'ONG ou association signataire d'accord-cadre avec l'Etat de la République du Mali.

### 4.1. Dissémination

#### 👉 Atelier de diffusion des résultats du projet CIPE

Thème	Projet de promotion à un dialogue public-privé, vecteur de développement régional, de lutte contre l'extrémisme violent et la sécurité au sahel
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ CIPE</li> <li>✓ Free Afrik (Burkina Faso)</li> <li>✓ GREAT (Mali)</li> <li>✓ Centre 4S (Mauritanie)</li> <li>✓ CIPMEN (Niger)</li> <li>✓ Univalor (Tchad)</li> </ul>
Date	13 mai 2019
Lieu	Nouakchott, Mauritanie
Animateur	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Haroune</li> <li>✓ Boubacar Bougoudogo (GREAT Mali)</li> <li>✓ Amadou Maichanou (CIPMEN – Centre incubateur des PME au Niger)</li> <li>✓ Moussa Mohamed Amar (4S – Mauritanie)</li> <li>✓ Seydou (Free Afric, 2012 Burkina)</li> </ul>
Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Valoriser l'Action et les Savoirs Locaux</li> <li>✓ Assurer une véritable inclusion des acteurs</li> <li>✓ Motiver la responsabilisation constructive</li> </ul>

#### 👉 Atelier de dissémination des résultats enquêtes Afrobarometer Round8

Thème	Crise de confiance et risque sanitaire au Mali
Public cible	Journalistes, décideurs politiques
Date	19 août 2020
Lieu	Salle de conférence de GREAT
Animateurs	Pr. Massa Coulibaly, Directeur exécutif de GREAT Mali
Compte rendu	<p>Selon une nouvelle enquête d'Afrobarometer, les Maliens font plus confiance envers les leaders traditionnels et religieux qu'envers le Président de la République et les institutions étatiques – à l'exception des forces de défense. Moins de la moitié des Maliens font "partiellement" ou "beaucoup" confiance au Président Ibrahim Boubacar Kéïta, qui a entamé son second mandat de cinq ans en septembre 2018. L'absence de confiance envers le président est plus accentuée dans les régions affectées par l'insécurité.</p> <p>La moitié des Maliens –et encore plus en milieu rural – n'ont comme source d'eau potable ni le robinet ni la fontaine publique, mais s'approvisionnent par le biais de puits protégés ou non, d'eau de surface, et d'autres.</p>

## ☞ Atelier de dissémination ciblée des résultats enquêtes Afrobarometer Round8

Thème	Corruption, Inégalités et VBG et chômage au Mali
Public cible	Journalistes, décideurs politiques et citoyens ordinaires
Date	19 octobre 2020
Lieu	Salle de conférence de GREAT
Animateurs	Pr. Massa Coulibaly, Directeur exécutif de GREAT Mali
Compte rendu	La majorité des Maliens pensent que la plupart des membres de certaines catégories de responsables sont impliqués dans des affaires de corruption, selon la nouvelle enquête d'Afrobarometer.

## 4.2. Café

### ☞ Surveillance épidémiologique au Mali

Thème	Surveillance épidémiologique au Mali
Public cible	✓ Les agents de GREAT ✓ Des chercheurs ✓ Des universitaires
Date	18 décembre 2020
Lieu	Bamako
Animateurs	Moussa Sacko Directeur de Recherche Chef de Service Bactériologie, Parasitologie et mycologie Institut National de Santé Publique (INSP)
Compte rendu	La surveillance de l'épidémiologique c'est la gestion de la maladie en fonction des facteurs ✓ Problèmes majeurs de santé au Mali ✓ Organisation du Système de surveillance (SE) ✓ Les Principales structures impliquées dans la surveillance épidémiologiques ✓ INSP et Surveillance épidémiologique ✓ Expérience du pays dans la gestion des maladies émergentes : cas Ebola ✓ Implication des Institutions de Recherche : Affiliation et vocation des laboratoires nationaux ✓ Situation COVID 19

## 4.3. Les journées du savoir "Inégalités, polarisation et exclusion sociales"

Du 18 au 20 février 2020 se sont tenues dans l'amphithéâtre du CRES, les Journées du savoir (Jds) du Groupe de recherche en économie appliquée et théorique (GREAT) avec pour thème central "*Inégalités, polarisation et exclusion sociales*".

Les Journées du savoir, de façon générale, visent à partager la grande variété des problématiques philosophiques, scientifiques, éthiques, environnementales et politiques du savoir. Troisième édition du genre, commémoratives du 10<sup>ème</sup> anniversaire de GREAT, ces Journées du savoir ont été organisées en partenariat avec le Rectorat de l'Université des sciences sociales et de gestion de Bamako (USSGB), la Cellule technique du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CT/CSLP) du Ministère de l'économie et des finances et l'Observatoire du développement humain durable et de la lutte contre la pauvreté (ODHD/LC) du Ministère de la solidarité et de la lutte contre la pauvreté. Cette édition a regroupé, en plus des représentants de GREAT, les représentants des structures partenaires, des départements ministériels, des universités, du secteur privé, de la société civile, des partenaires techniques et financiers, les hommes de media, les étudiants et les chercheurs.

La cérémonie d'ouverture, présidée par le Ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, a été ponctuée des discours de bienvenue du Directeur exécutif de GREAT et d'ouverture de Monsieur le Ministre.

Les travaux se sont tenus sur trois (03) jours, avec cinq (05) sessions plénières organisées autour de présentations et d'échanges. Les quatre premières sessions ont porté sur dix-huit (18) communications et la cinquième et dernière session a été consacrée à la conférence sur "Capital et idéologie" animée par le Professeur Thomas PIKETTY de Paris School of Economics. Des présidents, rapporteurs et modérateurs ont été désignés pour chaque session. Chaque communication a été suivie de commentaires faits par un commentateur désigné à cet effet avant d'entamer des débats et échanges.

Au sortir des Jds, le Directeur exécutif de GREAT a adressé à toutes les parties prenantes une lettre de remerciements pour leur exprimer sa reconnaissance et sa gratitude pour leur appui multiforme et leur généreuse contribution à la réussite de l'évènement

Discours introductif du Directeur exécutif de GREAT, Pr. Massa Coulibaly

- ☞ Monsieur le Ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique
- ☞ Monsieur le Recteur de l'Université des sciences sociales et de gestion de Bamako
- ☞ Monsieur le Doyen de la Faculté des sciences économiques et de gestion
- ☞ Chers invités, en vos rangs, grades et qualités
- ☞ Mesdames et Messieurs,

GREAT a l'honneur d'organiser cette 3<sup>ème</sup> édition des Journées du savoir, commémorative de son 10<sup>ème</sup> anniversaire, en partenariat avec le Rectorat de l'Université des sciences sociales et de gestion de Bamako (USSGB), la Cellule technique du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CTCSLP) et l'Observatoire du développement humain durable et de la lutte contre la pauvreté (ODHD/LCP), sur le thème, oh combien d'actualité, des inégalités, de la polarisation et de l'exclusion. Les présentes Journées du savoir se tiennent grâce

- ✓ à la bienveillance des plus hautes autorités du Mali
- ✓ à l'accompagnement matériel et financier du Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, du rectorat de l'Université des sciences sociales et de gestion de Bamako, de la Faculté des sciences économiques et de gestion, de l'Observatoire du développement humain, de la Cellule technique du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, de l'Institut national de la statistique
- ✓ au Comité scientifique qui a apprécié et sélectionné les communications
- ✓ au travail pratique et quotidien des membres du Comité d'organisation que je salue ici particulièrement
- ✓ à la plume de tous ceux qui interrogent les faits et éclairent la pensée.

Mesdames et Messieurs,

Je ne prononcerai pas, à la Rousseau, un discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes, ni à la Adam Smith sur la nature et les causes de la richesse des nations. Qu'il me suffise d'introduire, avec votre permission,

Monsieur le Ministre, Mesdames et Messieurs,

Inégalités, polarisation et exclusions sociales – qu'en savons-nous?

## 1. On vit dans un monde et à une époque où

Les inégalités demeurent partout et dans tout, inégalités de chances, entre générations, entre hommes et femmes, entre pays, entre ménages, dans le revenu et dans le patrimoine. S'y ajoutent la pauvreté, la rupture de la solidarité et de la cohésion sociale. Il existe pourtant de bonnes politiques et de bons moyens de réduction pourvu que la volonté politique y soit.

## 2. Est-ce que c'est vrai

Oui, c'est vrai, dans le monde

- ✓ augmentation des inégalités de revenus dans presque toutes les régions du monde (rapport sur les inégalités mondiales)
- ✓ les 26 plus gros milliardaires de la planète posséderaient autant que la moitié la plus pauvre de l'humanité (rapport 2018 Oxfam)
- ✓ le top 1% des plus riches Ouest-africains gagne plus que tout le reste de la population de la zone (Miridzhanian, A., 2019)
- ✓ un africain moyen consommerait 8 fois moins qu'un européen et 16 fois moins qu'un nord-américain (Cogneau, D., 2007)

Oui, c'est vrai, au Mali

- ✓ les 10% les plus pauvres gagnent 1% du revenu total
- ✓ la moitié inférieure de la population gagne 23% du revenu national tandis que la moitié supérieure gagne 77%

## 3. Si c'est vrai comment a-t-on mesuré ces amplitudes

Des indicateurs de mesure des inégalités

1. les quantiles e.g. les déciles en tant que valeurs qui partagent la distribution en 10 parties d'effectifs égaux notés de D1 à D10, à ne pas confondre avec leurs séparateurs notés de P10 à P90,
2. les mesures statistiques de dispersion (coefficient ou indice de Gini, coefficient de variation, rapports de quantiles ou ratios de dispersion des quantiles e.g. P90/P10 ou P80/P20)
3. les indices d'entropie généralisée (indice L de Theil, indice T de Theil ou entropie de Shannon, indice d'Atkinson i.e. la moitié du carré du coefficient de variation)
4. les indices Atkinson-Kolm-Sen (AKS) (indice de Mac-Rae)

Des sources et bases de données

- ✓ séries temporelles sur le PIB et ses principaux déterminants
- ✓ World Inequality Database, [www.wid.world](http://www.wid.world),
- ✓ comptes de revenus et de patrimoine des comptabilités nationales
- ✓ enquêtes déclaratives sur le revenu et le patrimoine des ménages
- ✓ données fiscales issues de l'impôt sur le revenu, sur les successions et sur la fortune
- ✓ classement des grandes fortunes
- ✓ enquêtes budget-consommation comme les EMOP au Mali
- ✓ enquêtes démographiques et de santé de Macro International (EDS)
- ✓ enquêtes MICS de l'Unicef
- ✓ enquête de santé mondiale de l'OMS

## 4. Si c'est vrai et mesuré, c'est dû à quoi

Causes, sources, origines

- ✓ fractures sociales basées sur des formes particulières de hiérarchisations sociales donnant des avantages sociaux à certains et des désavantages à d'autres dans des proportions toujours inégales

- ✓ inégale répartition du capital
- ✓ concentration du capital entre les mains d'une portion de plus en plus restreinte de la société
- ✓ différences d'accès à l'éducation et à l'emploi
- ✓ taux de rendement du capital supérieur à celui de la croissance économique ( $r > g$ )
- ✓ politiques publiques inappropriées face à des alternatives possibles non explorées ou non mises en œuvre
- ✓ désindustrialisation conjuguée à l'informalisation des économies sous-développées toujours plus tertiariées

## 5. Mais est-ce que c'est grave

Oui, parce que ça entraîne

- ✓ ralentissement de la croissance
- ✓ réduction des opportunités économiques
- ✓ érosion de la cohésion sociale
- ✓ réduction de l'efficacité des politiques publiques
- ✓ exclusion sociale
- ✓ conflits, troubles sociaux et instabilité politique
- ✓ frein à la réduction de la pauvreté

## 6. Si c'est grave, que faire

ODD10

- ✓ plus rapide croissance du revenu des 40% les plus pauvres par rapport au revenu national moyen
- ✓ autonomisation et inclusion des groupes sociaux vulnérables ou marginalisés
- ✓ adoption de politiques publiques porteuses d'égalité y compris d'égalité de chance
- ✓ relatif rattrapage des pays riches par les pays pauvres
- ✓ baisse au-dessous de 3% des coûts de transaction des envois de fonds effectués par les migrants et élimination des couloirs de transfert de fonds dont les coûts sont supérieurs à 5%
- ✓ etc.

Politiques de lutte contre les inégalités

- ✓ financement public des services d'éducation, de santé et de protection sociale
- ✓ adoption de programmes de protection sociale universelle
- ✓ système fiscal progressif et davantage axé sur le revenu et non sur la consommation, sans trop d'exonérations ou exemptions pour les plus fortunés
- ✓ garantie à tous d'un salaire minimum avec protection des droits des travailleurs dont celui de grève et de syndicalisation
- ✓ incitations au développement de l'emploi formel

Les dimensions des dépenses sociales, de la fiscalité et du marché du travail sont utilisées par Oxfam (2018) dans l'évaluation de l'Engagement des Etats à la réduction des inégalités (ERI). Ainsi, en 2018, le Mali se classait 128<sup>ème</sup> sur 157 pays, avec pour rangs respectifs, 105 pour les dépenses, 101 pour la politique fiscale et 145 pour le droit du travail et le salaire. Cela équivaut, à l'échelle des 41 pays subsahariens évalués, aux rangs respectifs de 28, 16, 27 et 34.

## 7. Quoi conclure

Pour davantage analyser les inégalités, il faut que soient mises à la disposition des chercheurs des données statistiques pour leur permettre de quantifier et de mieux décrire les inégalités dans leurs multiples dimensions. Les politiques publiques doivent à cet effet investir dans cette production de données, dans la production et la formation continue de ceux en charge du traitement de données en particulier dans les pays en développement. Enfin, il faut mettre en œuvre les bonnes politiques et les bons moyens de réduction des inégalités.

Monsieur le ministre  
Mesdames et Messieurs,

Les résultats de recherche dont ceux des communications qui seront livrées lors de ces Journées, commémoratives du 10<sup>ème</sup> anniversaire de GREAT, mériteraient d'être davantage entendus et les efforts des chercheurs davantage soutenus par l'Etat.

Je vous remercie pour votre aimable attention

Discours d'ouverture de Monsieur le Ministre  
de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique  
de la République du Mali, Pr. Mahamadou Famanta

Messieurs les recteurs d'université  
Messieurs les doyens et directeurs généraux des facultés et grandes écoles  
Messieurs les directeurs des institutions de recherche et de formation  
Monsieur le directeur exécutif de GREAT  
Mesdames et Messieurs

Depuis plusieurs années, les autorités du Mali inscrivent leurs actions dans l'objectif global de lutte contre la pauvreté et pour le bien-être des populations. A ce jour, bien de résultats positifs ont été engrangés, mais bien d'insuffisances subsistent dont le contraste entre d'appréciables taux de croissance économique et le panier peu rempli de la ménagère. On nous a fait savoir que ce contraste pourrait s'expliquer par la persistance voire l'élargissement des inégalités sociales. Aussi, devrait-on en attendre beaucoup des présentes Journées qui traitent justement de ce thème des inégalités, de la polarisation et de l'exclusion sociale.

Mesdames et Messieurs

De ces Journées, mon département en attend une meilleure compréhension de l'impact des inégalités sur le bien-être collectif et des indications précises sur les voies et moyens de leur réduction, bien sûr compatibles avec les politiques macroéconomiques en cours et les engagements internationaux et sociaux déjà pris par le Gouvernement de la République du Mali. N'en doutez point, l'ambition de ce Gouvernement est de faire avancer le Mali sur la voie du progrès en améliorant sans cesse le bien-être de ses citoyens, en réduisant les inégalités sociales et spatiales voire l'écart de développement entre notre pays et le reste du monde, tout au moins le reste du monde en développement.

Mesdames et Messieurs

Je remercie GREAT pour l'organisation de cette 3<sup>ème</sup> édition des ses Journées du savoir, commémorative de son 10<sup>ème</sup> anniversaire. J'y associe tous ceux qui l'ont si généreusement accompagné avec une mention particulière au Rectorat de l'Université des sciences sociales et de gestion de Bamako (USSGB), à la Cellule technique du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CT/CSLP), et à l'Observatoire du développement humain durable et de la lutte contre la pauvreté (ODHD/LCP), pour l'intérêt de la planification stratégique du développement et la promotion du capital humain dans notre pays. Je suis reconnaissant du Premier ministre qui s'est montré particulièrement intéressé par la thématique et qui a fait prendre les mesures nécessaires pour la sécurité de tous les participants venus de l'extérieur. Par son implication personnelle et son engagement total, les Journées vont pouvoir enregistrer la participation effective, dès demain, d'un des meilleurs penseurs en la matière, l'économiste français Thomas Piketty.

Mesdames et Messieurs

Je vous engage, Monsieur le Recteur, à promouvoir un partenariat multiforme avec GREAT pour qu'ensemble vous décupliez les capacités de recherche de l'Université et sa participation à la résolution des nombreux problèmes qui entravent notre émergence. GREAT mérite toute l'attention du département en charge de la recherche scientifique, Groupe que je verrais bien bénéficier de financement public pour son effort inlassable en matière de recherche, de formation et de publication scientifique, en droite ligne avec la politique éducative du Gouvernement.

Mesdames et Messieurs,

J'invite GREAT à poursuivre ses efforts de production et de diffusion du savoir dans les domaines qui sont les siens, en liaison bien sûr avec des questions pertinentes de politique économique, des besoins réels d'aide à la décision, aussi bien dans la gestion des affaires courantes du pays que dans la transformation sociale pour redonner à nos concitoyens la dignité et la joie de vivre, idéaux très chers à Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar Kéita, Président de la République, chef de l'Etat. Que tous ici, aident mon département à mettre à la disposition de tous les autres départements ministériels, de toute l'administration, de la société civile et du secteur privé, des ressources humaines de qualité, des résultats de recherche pour fonder scientifiquement la prise de décision au Mali.

Mesdames et Messieurs

Pour terminer, je vous encourage à approfondir la réflexion sur la réduction des inégalités au Mali, entre les pays, entre territoires et entre hommes et femmes, toute chose porteuse de développement durable pour tous. Je souhaite un grand succès à vos travaux. Sur ce, je déclare ouverte la 3<sup>ème</sup> édition des Journées du savoir, commémorative du 10<sup>ème</sup> anniversaire de GREAT.

Je vous remercie

## 5. Publications



### 5.1. Les Great\_Cahiers

Titre	Inégalités, polarisation et exclusion sociales – Qu'en savons-nous ?
Numéro	71_1
Date de publication	Janvier – Mars 2020
Auteurs	Pr. Massa Coulibaly
Nombre de pages	58 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Distribution et inégalités de revenus
Numéro	71_2
Date de publication	Janvier – Mars 2020
Auteurs	François Koné
Nombre de pages	37 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Opportunités de technologie numérique en Afrique
Numéro	72_1
Date de publication	Avril – Juin 2020
Auteurs	J. Dirck Stryker
Nombre de pages	25 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	La nouvelle législation régissant les prix de transfert au Mali
Numéro	72_2
Date de publication	Avril – Juin 2020
Auteurs	Dr. Abdoulaye Kaloga
Nombre de pages	26 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Genre et déficit de cycle de vie
Numéro	73_1
Date de publication	Juillet – Septembre 2020
Auteurs	<i>Sadou DOUMBO, Moussa SIDIBE, Dramane Coulibaly et Robert Dabou</i>
Nombre de pages	39 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Analyse microéconomique des budgets de l'éducation et de la santé du Mali
Numéro	73_2
Date de publication	Juillet – Septembre 2020
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	30 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Analyse des allocations budgétaires des secteurs sociaux dans le projet de budget 2020 du Mali
Numéro	73_3
Date de publication	Juillet – Septembre 2020
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	24 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Cointégration et causalité entre développement financier, croissance économique et évolution de la pauvreté
Numéro	74_1
Date de publication	Octobre – Décembre 2020
Auteurs	Baber Basidi Haïdara
Nombre de pages	36 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	La sécurité au Sahel à travers la lutte contre l'extrémisme violent et la promotion du partenariat public-privé – Impacts de l'insécurité sur l'économie et le secteur privé –
Numéro	74_2
Date de publication	Octobre – Décembre 2020
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	86 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Analyse macroéconomique des budgets de la santé et de l'éducation du Mali
Numéro	74_3
Date de publication	Octobre – Décembre 2020
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	81 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

## 5.2. Le Great\_Savoir

Titre	Salaire de l'emploi informel
Numéro	109
Date de publication	Janvier 2020
Auteurs	Pr. Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Inégalités – Position du problème
Numéro	110
Date de publication	Février 2020
Auteurs	Pr. Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Inégalités – Sources de données et résultats empiriques
Numéro	111
Date de publication	Mars 2020
Auteurs	Pr. Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Inégalités – Conséquences et réponses politiques
Numéro	112
Date de publication	Avril 2020
Auteurs	Pr. Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	De la nouvelle technologie numérique
Numéro	113
Date de publication	Mai 2020
Auteurs	Dirck S. Stryker, Pr. Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	La nouvelle législation régissant les prix de transfert au Mali
Numéro	114
Date de publication	Juin 2020
Auteurs	Dr. Abdoulaye Kaloga, Pr. Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Structure des revenus au Mali
Numéro	115
Date de publication	Juillet 2020
Auteurs	François Koné, Pr. Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Inégale distribution des revenus au Mali
Numéro	116
Date de publication	Août 2020
Auteurs	François Koné, Pr. Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Economie générationnelle et comptes nationaux de transfert
Numéro	117
Date de publication	Septembre 2020
Auteurs	Sadou Doumbo, Pr. Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	NTA et déficit de cycle de vie au Mali
Numéro	118
Date de publication	Octobre 2020
Auteurs	Sadou Doumbo, Pr. Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Croissance économique, développement financier et pauvreté au Mali
Numéro	119
Date de publication	Novembre 2020
Auteurs	Baber Basidi Haïdara, Pr. Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Exploitation minière, pauvreté et inégalités au Mali
Numéro	120
Date de publication	Décembre 2020
Auteurs	Jeremy Foltz, Pr. Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

### 5.3. Base de connaissances



Conformément à son objectif qui est de rechercher, promouvoir, favoriser et appliquer tous moyens propres au développement des sciences sociales et plus particulièrement de la science économique pour un développement durable au Mali et de l'humanité dans son ensemble, GREAT publie des résultats de recherche et d'études.

Les publications de GREAT sont distribuées en copies dures, toutes disponibles sur le site web de GREAT ([www.greatmali.net](http://www.greatmali.net)) dans les rubriques Great\_Publication, [http://www.greatmali.net/spip.php?page=liste\\_publication](http://www.greatmali.net/spip.php?page=liste_publication) pour les Great\_Cahiers et Great\_Press pour le Great\_Savoir. De même, le Great\_Savoir est accessible sur abonnement

gratuit via le portail du site, on peut aussi accéder aux archives des bulletins <http://www.greatmali.net/spip.php?page=bulletin> (Great\_Savoir). Les lecteurs de nos publications sont des universitaires et chercheurs, des décideurs politiques, la société civile et des partenaires techniques et financiers.

## 6. Partenariat



GREAT se réjouit d'adresser son remerciement le plus sincère à tous ses partenaires mais particulièrement à ceux, qui depuis la date d'ouverture jusqu'à l'année 2020 sont restés avec lui. Il s'agit de: World Economic Forum (WEF), Afro Baromètre, International Budget Partnership (IBP), PEP. A ces partenaires de longue date, se sont ajoutés : CIPE, SWEDD, MSI, GRAAD, IDS, SNSC, INCLUDE, ODHD, Uval, FARM, PNUD, UNFPA, FOOSC, avec espoir d'une longévité au moins pour la plupart d'entre eux.

Les plus gros chantiers de 2020, ont été exécutés grâce au partenariat avec Afro, l'IBP, Afro. Il est important de noter que la presse, écrite comme audio-visuelle sont aussi les partenaires de longue date de GREAT. Bien entendu, la recherche de partenariat se poursuit tant aux niveaux internationaux comme nationaux.

GREAT s'adresse son remerciement le plus sincère à tous ses partenaires mais particulièrement à ceux, qui depuis la date d'ouverture jusqu'à l'année 2020 sont restés avec lui. Il s'agit de: World Economic Forum, International Budget Partnership (IBP).

### 6.1. Institutions de recherche

IDS	✓ Interview dans le cadre du projet Citizen Voice dont le titre est "Façonner les processus politiques par la voix des citoyens en Afrique de l'Ouest francophone : les arts comme vecteur de co-construction du savoir"
PEP	✓ Renforcement de capacité
CIPE	✓ Etude d'évaluation d'impacts de l'insécurité (extrémisme violent et terrorisme) sur les économies sahéliennes – Cas du Mali,
GRAAD	✓ Enquêtes auprès des entreprises
Afro	✓ Enquêtes sur la qualité de la démocratie et la gouvernance au Mali
ULaval	✓ Enquêtes de caractérisation

### 6.2. Administration publique

DNPD	✓ Formation en logiciel MME
CT/CSLP	✓ Enquêtes en évaluation d'impact et formation en MEGC
ONDD	✓ Formation en Excel
SWEDD	✓ Evaluation d'impact
ODHD	✓ Terme de référence

### 6.3. Société civile

CNSC	✓ Etude sur l'analyse budgétaire
FOOSC	✓ Forum des organisations de la société civile
AMEDD	✓ Formation en SPSS

#### 6.4. Partenaires techniques et financiers

IBP	✓	Transparence budgétaire
WEF	✓	Enquêtes sur la compétitivité globale des entreprises
MSI	✓	Enquêtes en évaluation d'impact
UNFPA	✓	Etude VBG
PNUD	✓	Membre Roster
FARM	✓	Enquêtes de caractérisation
INCLUDE	✓	L'étude de cas sur la COVID-19 au Mali

## 7. Fonctionnement institutionnel



GREAT, érigé en ONG depuis le 01 juillet 2009 et signataire d'Accord cadre n°001079 dispose de trois niveaux d'instances, une Assemblée générale qui définit ses grandes orientations, un Comité d'orientation qui se charge de décliner ses orientations en programmes et de contrôler leur mise en œuvre par la Direction exécutive. La direction exécutive composée de 4 départements (Etudes et recherche, Enseignement et formation, Information et communication, Administration et finances) assure la mise en œuvre quotidienne du programme d'activités annuel.

### 7.1. Programmation et responsabilisation des activités



GREAT, ONG de recherche, en plus de cette recherche, a pour vocation la formation, la publication, l'assistance et la promotion de la science et de la culture. En 2020, les travaux de recherche de GREAT ont principalement porté sur la Covid-19, Population et conditions de vie, VBG et autonomisation des femmes, Démocratie et gouvernance, Pauvreté et inégalités, Offres diverses d'études et de recherche.

En 2020, GREAT a mené 9 enquêtes contre 8 en 2019. La première portait sur qualité de la démocratie et de la gouvernance au Mali est une enquête permanente (chaque deux ans) depuis plus de vingt ans. La deuxième a porté sur la compétitive globale des entreprises qui est une enquête annuelle depuis plus de quinze ans. La troisième porte sur le Programme d'Engagement Civic (CEP). La quatrième portait sur les Stratégies de prévention et mesures de politique sociale face à la Covid-19 et vulnérabilité socioéconomique des ménages au Mali. La cinquième portait sur l'Evaluation de l'économie politique de la santé au Mali. La cinquième avait comme thème "Façonner les processus politiques par la voix des citoyens en Afrique de l'Ouest francophone : les arts comme vecteurs de co-construction du savoir". La sixième était basée sur l'Identification des ménages et des enfants SWEDD. La Septième traite l'Inégalités de genre, violences basées sur le genre et autres pratiques néfastes au Mali. La huitième avait comme thème "Etude de caractérisation du projet FARM Baguinéda Mali". La Neuvième traitait comme sujet Intégration régionale, amélioration de la situation économique de la femme et transformation des relations de genre dans l'espace UEMOA.

S'agissant de la formation, GREAT a assuré un atelier de formations en 2019 qui a porté sur le traitement de l'Indice de Pauvreté Multidimensionnel (IPM) à l'endroit des cadres du AMEDD.

Dans le cadre de renforcements de capacité, le personnel de GREAT a bénéficié des formations en modélisation (MEGC modèle SIMALI) et (MME\_DNPD), en plaidoyer, en Leadership, en éthique et en Analyse de la pauvreté et des inégalités (PEP)

En 2020, GREAT a organisé 2 disséminations sur les données d'enquête d'Afrobarometer Round 8. La première portait sur deux thèmes : la Crise de Confiance et le risque sanitaire au Mali et la seconde sur trois thèmes : Corruption, inégalités et VBG, et chômage.

En 2020, GREAT a organisé un seul café qui a porté sur la Surveillance épidémiologique au Mali. GREAT a participé à un séminaire international en 2020 et a organisé les Journées du savoir (Jds) avec la présentation de 18 thèmes des participants nationaux et internationaux et une conférence animée par Piketty. En matière de publication, 10 Great\_Cahiers, 12 Great\_Savoir sont à l'actif de GREAT. En plus des Great\_Cahiers et des Great\_Savoir, une base de données permanemment actualisée est disponible sur le site de GREAT. Le Directeur exécutif de GREAT veille au bon fonctionnement des départements. La répartition des tâches quotidiennes entre le personnel des différents départements se fait à l'aide d'un tableau de bord qui est mis à jour au fur et à mesure de l'exécution satisfaisante des activités. Pour chaque activité, ce tableau retrace les tâches à accomplir, les personnes responsables, les délais à respecter et d'éventuelles observations.

## 7.2. Réunions statutaires



Le Conseil d'orientation s'est réuni le 24 octobre 2020. Il a statué sur le Rapport d'activités de l'année 2019 et le Programme d'activités 2020 pour examen, adoption et validation desdits documents sus cités. A l'instar, des années précédentes, la direction exécutive de GREAT se donne la tâche de traduire les

actualités brûlantes en des sujets d'études et recherche notamment les études sur le développement durable et sur l'évaluation d'impact. Durant l'année 2020, la Direction exécutive a fonctionné normalement et tous les départements ont pu exécuter les activités programmées relevant de chacun d'eux. Au total une réunion de personnel a été tenue sous la présidence du Directeur exécutif qui coordonne les activités des 4 départements. Ces réunions ont porté sur la planification des travaux en cours ou en instance d'exécution. Selon le besoin, une partie de l'équipe exécutive s'est souvent retirée en ateliers résidentiels pour préparer ou exécuter certaines activités dans le souci de respecter les délais impartis.

### 7.3. Ateliers résidentiels



Selon le besoin, une partie de l'équipe exécutive s'est souvent retirée en ateliers résidentiels, aussi avec d'autres partenaires pour préparer ou exécuter certaines activités dans le souci de respecter les délais impartis. Au total ce sont 07 ateliers de 5 jours environ chacun qui se sont tenus durant l'année 2020.

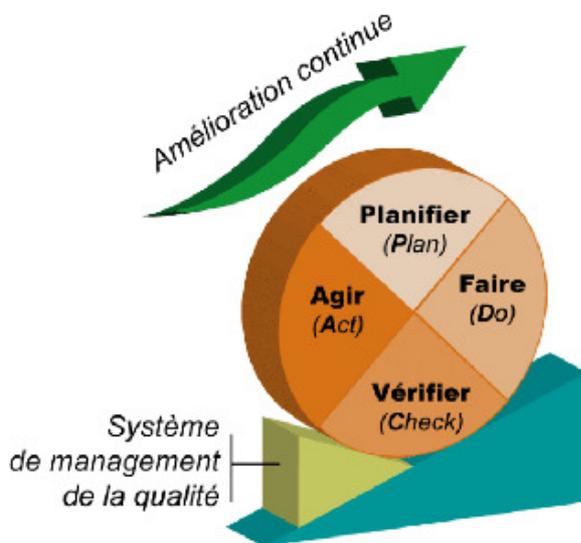
#### ☞ Ateliers résidentiels

Objet	Participants	Durée et lieu
Formation de traitement de données sur SPSS AMEDD	✓ 2 d'AMEDD ✓ 2 de GREAT	du 16 au 20 janvier à Koulikoro
Traitement des données du Budget	✓ Une de GREAT	du 16 au 20 janvier à Koulikoro
Traitement de données ONDD	✓ 4 de GREAT	du 29 mai au 03 juin à Koulikoro
Rapport annuel 2020	✓ 7 de GREAT	du 09 au 17 août à Koulikoro
Traitement de données, sortie de Tableaux de résultats ONDD	✓ 3 de GREAT	du 13 au 18 octobre à Koulikoro
Traitement de données ONDD	✓ 4 de GREAT	du 27 au 30 octobre à Koulikoro
Rédaction du rapport ONDD	✓ 4 de GREAT	du 09 au 15 novembre à Koulikoro
Traitement de données et sortie de Tableaux de résultats ONDD	✓ 4 de GREAT	du 08 au 13 décembre à Koulikoro

## 8. Suivi budgétaire

Le suivi budgétaire est un processus qui se décline en trois étapes. Après avoir décrit le système de gestion pratiqué à GREAT, dans un deuxième temps, non seulement on fait ressortir la structure des dépenses pour l'année en question mais aussi de celle de l'évolution de cette structure de 2014 à 2021 et dans un troisième temps, les différentes sources de financement sont recensées.

### 8.1. Système de gestion



Dans l'optique d'un meilleur suivi budgétaire, GREAT s'est toujours servi de l'outil informatique de gestion budgétaire, SAGE COMPTABLE. Cet outil permet de:

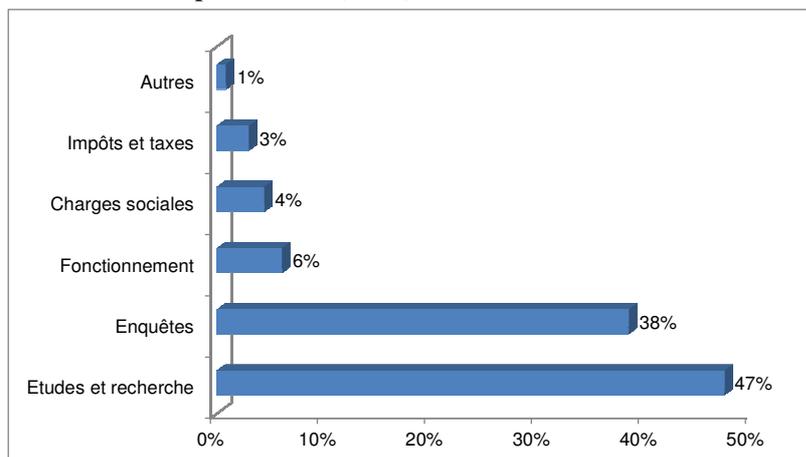
- ✓ enregistrer régulièrement tous les éléments d'exécution du budget (encaissements et dépenses)
- ✓ lire directement le solde disponible sur chaque ligne du budget
- ✓ faire des prévisions et projections
- ✓ évaluer les besoins de trésorerie
- ✓ établir un rapport financier à tout moment.

En plus des enregistrements dans SAGE COMPTABLE, le Département en charge de l'administration et des finances de GREAT se sert d'un programme bien ficelé sur Excel pour suivre plus en détail toutes les ressources et toutes les dépenses de GREAT par source et par ligne budgétaire. Ce suivi permet de donner en détail à tout moment la situation de chacune des sources et par ligne budgétaire.

## 8.2. Structure des dépenses

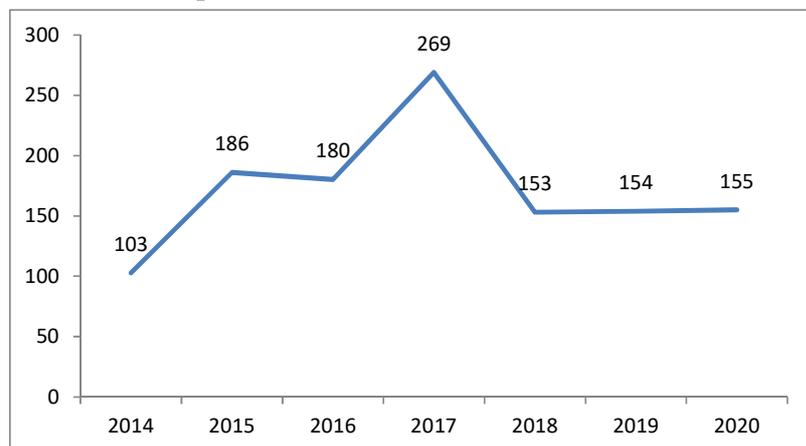
Les principaux postes de dépenses demeurent les études et recherche ainsi que les enquêtes, pour 85% des dépenses totales, à raison de 47% respectivement 38%. Les impôts, taxes et charges sociales représentent environ 8% contre 6% pour le fonctionnement et 1% autres dépenses dont la formation et le renforcement de capacités ou encore les publications.

Structure des dépenses 2020 (en %)



En dynamique, les dépenses de GREAT sont passées de 103 millions fcfa en 2014 à 155 millions en 2020 soit une progression annuelle moyenne de 7.1%. Sur la période, l'on observera une forte baisse des dépenses, due à la baisse des ressources mobilisées, de 2017 à 2018, soit une baisse de -43%. Au cours des trois dernières années, les dépenses de GREAT n'ont guère progressé comme si le niveau structurel était d'environ 150 millions fcfa l'an.

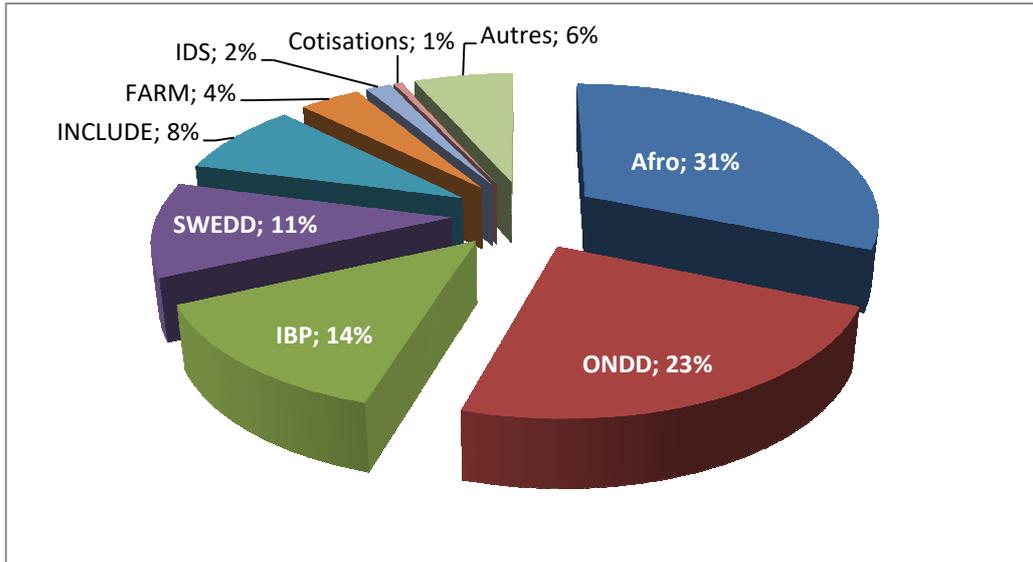
Evolution des dépenses 2014-2020 (en millions fcfa)



## 8.3. Source de financement

En 2020, un peu plus des deux-tiers du financement des activités de GREAT ont été assurées par trois partenaires financiers que sont Afrobarometer (31%), ONDD (23%) et IBP (14%). Une dizaine d'autres partenaires financiers (y compris les cotisations des membres de l'association) bouclent le financement total dont SWEDD, INCLUDE, FARM, IDS et 5 autres "petits" contributeurs pour environ 1% chacun.

**Structure des ressources 2020 (en %)**



Soit dit en passant, de 2014 à 2020, GREAT a vu ses activités financées par 35 partenaires parmi lesquels, certains présents tous les deux ans, d'autres chaque année et d'autres encore juste deux ans au plus.

## 9. Programme d'activités 2021

Le programme d'activités de 2021 est élaboré dans un contexte de consolidation des acquis de nos expériences. Il s'insère également dans le prolongement des domaines identifiés au cours de 2020.

### ☞ Programme prévisionnel d'activités

1. Etudes et recherche	
Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Crédibilité des élections de 2018</li> <li>✓ Electorat et mouvance partisane</li> <li>✓ Avoirs du ménage et conditions de vie</li> </ul>
Analyse budgétaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ OBI Indice de transparence budgétaire du Mali</li> <li>✓ Transparence budgétaire</li> <li>✓ Répartition sociale des recettes et des dépenses publiques (Payeurs et bénéficiaires)</li> <li>✓ Fiscalité et dépenses budgétaires des communes</li> <li>✓ Inégalités, Fiscalité et transferts</li> </ul>
Inégalité	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Pauvreté multidimensionnelle</li> <li>✓ Profil de la pauvreté et des inégalités des exploitations agricoles au Mali</li> </ul>
Emploi	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Evolution du marché du travail au Mali</li> <li>✓ Marché du Travail</li> <li>✓ Sous-utilisation de la main-d'œuvre</li> <li>✓ Chômage et sous-utilisation de la main d'œuvre</li> <li>✓ Evolution du marché du travail au Mali</li> <li>✓ Jeunes et marché du travail</li> <li>✓ Travail des enfants</li> </ul>
Evaluation d'impacts	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Stratégies de prévention et mesures de politique sociale face au Covid-19 et vulnérabilité socioéconomique des ménages au Mali</li> <li>✓ Evaluation d'impact de projets</li> <li>✓ Impacts de la Covid-19 sur l'économie</li> <li>✓ Evaluation d'impact de projets</li> <li>✓ Evaluation de l'atteinte des ODD au Mali</li> <li>✓ Etude démographique et de santé</li> </ul>
2. Enquêtes	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Afro 9</li> <li>✓ Compétitivité des entreprises</li> <li>✓ Autonomisation des femmes (Enquête de suivi)</li> <li>✓ FARM (Enquête de base)</li> <li>✓ Humanitaire</li> <li>✓ Avantage comparative des entreprises</li> <li>✓ Collectivités territoriales</li> <li>✓ Fisc et services de sécurité sociale</li> </ul>
3. Formation et renforcement de capacités	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Manuel ODK</li> <li>✓ Manuel MEGC</li> <li>✓ Manuel Budget programme</li> <li>✓ Manuel GRD</li> <li>✓ Manuel de gestion des programmes de l'Etat</li> <li>✓ Manuel Excel</li> <li>✓ Manuel Evaluation d'impacts</li> <li>✓ Manuel simplifié NTA</li> <li>✓ Formation Bambara (Une dizaine de superviseurs et enquêteurs permanents)</li> </ul>
4. Communication	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ "Les Great_Cahiers"</li> <li>✓ "Le Great_Savoir"</li> <li>✓ Great Formation"</li> <li>✓ Great Café</li> <li>✓ Actualisation de la "Base de connaissances" de GREAT</li> <li>✓ Plaidoyer pour la transparence budgétaire</li> <li>✓ Dissémination des résultats d'études</li> <li>✓ Conférences et colloques sous-régionaux, régionaux et internationaux</li> </ul>
5. Publications	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ "Les Great_Cahiers"</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ "Le Great_Savoir"</li> <li>✓ "Great_Café"</li> <li>✓ "Great Formation"</li> <li>✓ Rapport d'activité 2020 de GREAT</li> </ul>
6. Partenariat	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ INSTAT et CPS</li> <li>✓ Afrobarometer</li> <li>✓ DNPD</li> <li>✓ PEP</li> <li>✓ CPM (Comité de prévision et de modélisation)</li> <li>✓ CSLP</li> <li>✓ USSGB</li> <li>✓ CABRI-IBP</li> <li>✓ World Economic Forum</li> <li>✓ Banque Mondiale</li> <li>✓ ONDD</li> <li>✓ SWEDD</li> <li>✓ ODHD</li> <li>✓ OIT</li> <li>✓ AERCI</li> </ul>
7. Fonctionnement institutionnel	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Révision du plan stratégique</li> <li>✓ Révision du plan de plaidoyer</li> <li>✓ Révision de plan de communication</li> <li>✓ Révision de plan de mobilisation de ressources</li> <li>✓ Réunions régulières des instances</li> <li>✓ Concept Notes Great_Université</li> </ul>

☞ **Tableau de bord 2020**

	Thèmes	Délai	Responsable	Observations
Etudes et recherche	Rapports Afro 8		MC	
	1. Communiqués de presse			
	Crédibilité des élections de 2018		BB	
	Electorat et mouvance partisane		BB	
	2. Dépêches, Policy brief, Working paper			
	Avoirs du ménage et conditions de vie		LS	
	Pauvreté multidimensionnelle		LS	
	Evolution du marché du travail au Mali		MC + ASD	
	Genre et répartition des recettes et des dépenses publiques (Payeurs et bénéficiaires)			
	Inégalités, fiscalité et transferts (ODHD)		MC	
	Profil de la pauvreté et des inégalités des exploitations agricoles au Mali		FK	
	Impacts de la Covid-19 sur l'économie (CSLP)		MC+BC	
	Fiscalité et dépenses budgétaires des communes (ODHD)		BB	
	Evaluation d'impact de projets (SWEDD)		BB+DD	
	Etude démographique et de santé (ONDD)		MC	
	Evaluation de l'atteinte des ODD au Mali		MC	
	Travail des enfants		MC	
Jeunes et marché du travail		OT+LS+ASD		
Enquêtes	Afro R9		BC	
	WEF		FS	
	SWEDD (enquête de suivi)		BB	
	BARIM (Baromètre de confiance)		BB+BES	
	GRIP (Campagne sur la sécurité au Sahel)		BC	
Publication, formation et capitalisation	Enquêtes (compétitivité)		MC	
	Coopération territoriale		BB+DD+BC	
	Organisation des services de santé traditionnels		MC	
	Manuel CADK		DD	
	Révision MIPG (Plan stratégique)		MC	
Publication	Elaboration du budget pluriannuel		BB	
	Révision GRIP (plan de communication)		BB	
	Révision de la gestion des obligations de l'Etat		BB	
	Manuel de gestion de la diversité (Valorisation du savoir endogène)		MC	
	Manuel de gestion d'impacts		FK	
	Manuel simplifié NTA		FK	
	Formation Barara (Une dizaine de superviseurs et enquêteurs permanents)		BS	

	Rapport d'activités 2021		FS	
	Partenariat		BD	
	Congés annuels		BD	
	Suivi d'exécution des activités		FS	
	Rapport d'activités 2021		FS	
	Rapport financier 2021		BD	
	Programme d'activités 2022		MC	
	Budget prévisionnel et plan de financement		BD	

## Conclusions

GREAT a fêté ses dix ans en tant qu'ONG nationale de recherche en sciences sociales lors de l'organisation des troisièmes journées des Jds en février 2020. En effet, GREAT œuvre dans un environnement pas très favorable puisque la recherche peine à entrer dans le processus de prise de décision politique.

Pour l'année 2020, le GREAT a eu à travailler conformément à sa vision qui est de "produire du savoir" et à ses axes de recherche qui sont l'économie du développement, la politique économique, l'économie locale, l'économie de l'environnement, l'économie internationale et la microéconomie. Plus spécifiquement, GREAT a eu à conduire des recherches sur le Covid 19 (son impact sur l'économie et le secteur privé), la population et les conditions de vie, les VBG et l'autonomisation des femmes, la démocratie et la gouvernance, la pauvreté et les inégalités.

L'organisation des troisièmes éditions des Jds a mobilisé l'ensemble des ressources humaines de GREAT et de ses partenaires à savoir, la CT/CSLP et l'ODHD pour mettre les produits de la recherche à la disposition non seulement du citoyen lambda mais aussi des décideurs publics. Ainsi, pendant trois jours une vingtaine de communications relatives aux inégalités, à la polarisation et aux exclusions ont été présentées. Certaines communications ont d'ailleurs été améliorées par d'imminents chercheurs venus d'Amérique, d'Europe et d'Afrique.

De plus, l'organisation des Jds a montré la trop grande vulnérabilité des organisations comme GREAT qui ne bénéficient de financement public de recherche. GREAT, en dépit des démarches auprès des pouvoirs publics, a eu de la difficulté à boucler le budget de l'évènement.

Au-delà du défi de la mobilisation des ressources, GREAT est confronté au défi de lier la recherche classique aux activités de plaidoyer si l'on espère avoir un peu plus d'impact en matière de changement social. C'est d'ailleurs pourquoi, l'équipe entière a bénéficié d'une formation en ce sens. Un autre défi demeure l'actualisation de ses documents-cadres, le plan stratégique qui est arrivé à terme depuis quelques années déjà, le plan de mobilisation des ressources (y compris des ressources humaines de qualité) ou encore le plan stratégique de plaidoyer.

Comme d'habitude, GREAT a procédé à une programmation annuelle des activités à réaliser en 2021 dont la réalisation dépend de la mobilisation d'un financement long sous forme de subventions ou d'appui institutionnel.